

# ***Analyse de territoire*** **Sud Charente**

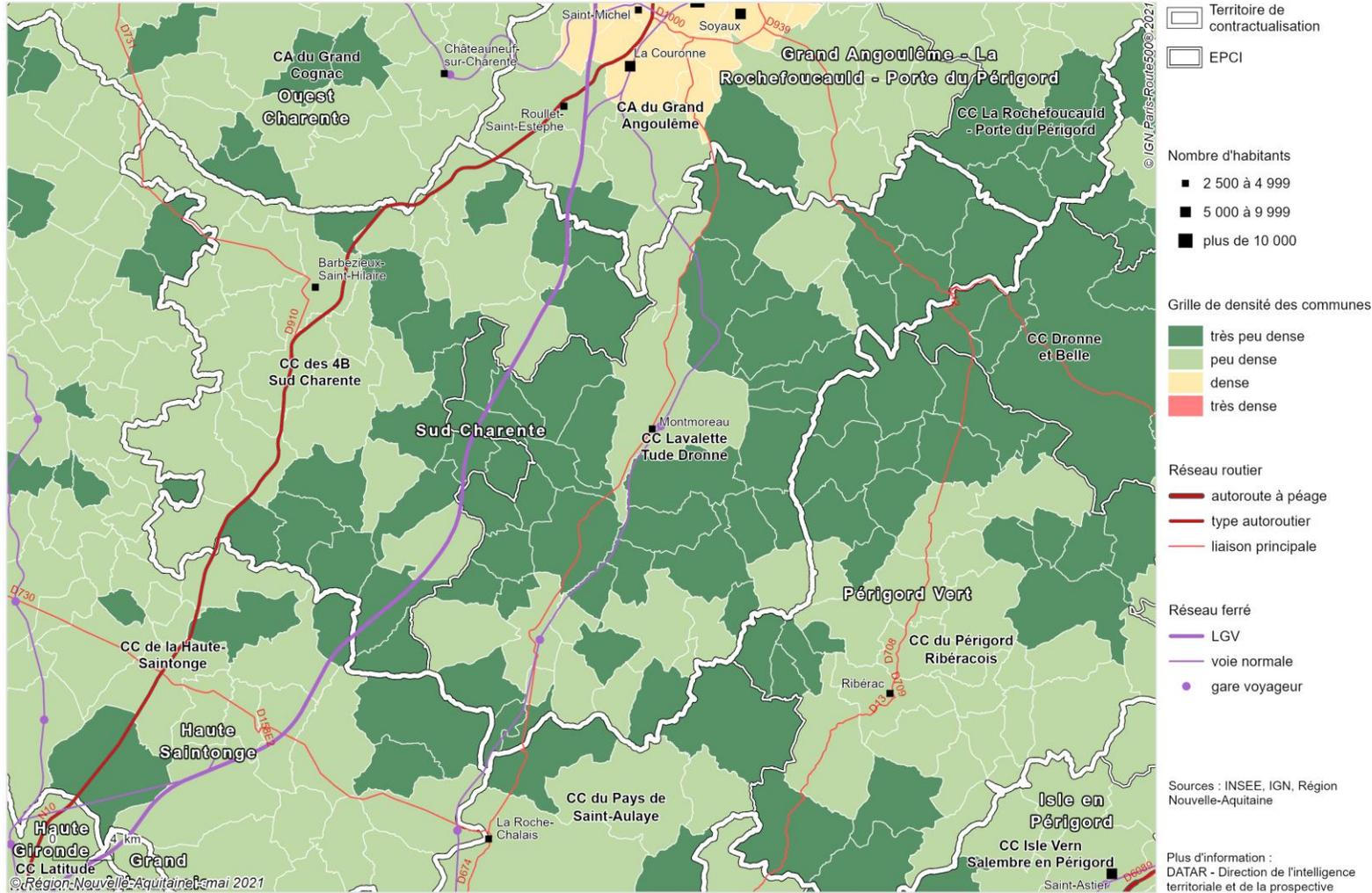
Pour tout contact : [ditp@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:ditp@nouvelle-aquitaine.fr)





RÉGION  
**Nouvelle-Aquitaine**

## Territoire de contractualisation Sud Charente



## Avant-propos

La Région Nouvelle-Aquitaine mène une politique volontariste de cohésion et d'attractivité territoriales, de transition écologique et climatique, de résilience face à la crise économique. Elle s'attache à soutenir chaque territoire à travers une action sur-mesure, adaptée à ses besoins spécifiques. La proximité avec les territoires préside à son action : les analyses produites, les enjeux identifiés, les stratégies de développement et les plans d'actions sont élaborés en étroite collaboration avec les acteurs locaux.

La connaissance des réalités territoriales est donc tout à fait essentielle et la Région dispose de moyens d'ingénierie qu'elle mobilise au service du développement territorial.

Lors de la première contractualisation, achevée à la fin de l'année 2019, 35 diagnostics ont été réalisés. Ils ont facilité l'identification d'enjeux prioritaires pour les territoires en apportant un éclairage sur les dynamiques à l'œuvre notamment en termes de revenus captés et de capacité à les redistribuer dans leur économie. Ils ont ainsi contribué à l'élaboration des stratégies de développement et des contrats de territoires. Ces travaux constituent une première base de connaissances sur laquelle il convient de capitaliser.

A l'aube d'une nouvelle phase de contractualisation, dans un contexte bouleversé par la crise sanitaire, économique et sociale et face à l'urgence climatique, la Région propose une nouvelle approche pour renforcer et mettre à jour sa connaissance des territoires. Le champ de ses analyses, menées à une échelle territoriale fine, est élargi : l'étude des dynamiques socio-économiques est complétée par une analyse des enjeux environnementaux et climatiques et des impacts de la crise sanitaire.

Des analyses et une nouvelle approche des vulnérabilités territoriales sont ainsi proposées, dans le cadre d'une démarche inscrite dans la durée. Il s'agit de produire deux types d'analyses :

- Des dossiers statistiques et cartographiques pour chaque territoire, constitués des données les plus récentes, issues de différentes sources (INSEE, ACOSS-URSSAF, observatoire NAFU...) ;
- Des analyses thématiques, territorialisées à l'échelle des EPCI, sur des sujets en lien avec les priorités d'intervention de la Région (activité économique et emploi, transition environnementale et climatique, cohésion territoriale...). Réalisées à partir des bases statistiques disponibles, elles permettent d'identifier les « territoires à enjeux » au regard de chaque thématique. Sur les territoires identifiés comme porteurs d'enjeux, l'analyse quantitative sera complétée par une analyse qualitative, notamment par la réalisation d'entretiens-terrain.

Ces travaux permettent de mettre en avant les principaux enjeux à relever par chacun des territoires et d'alimenter la réflexion collective organisée pour construire les stratégies de développement et les contrats de territoire. La dimension temporelle est importante : de nouvelles analyses seront produites au cours des prochains mois et tout au long de la vie des contrats. Elles seront mises à la disposition des territoires et enrichies de leurs propres contributions.

## Sommaire

Avant-propos.....	3
Sommaire .....	4
Table des cartes.....	5
Synthèse : quels enjeux prioritaires pour le territoire ? .....	6
Analyse thématique des dynamiques du territoire.....	8
A. Dynamiques démographiques.....	9
B. Dynamiques économiques .....	11
C. Dynamiques sociales .....	15
D. Aménagement du territoire .....	16
E. Dynamiques environnementales .....	18
Fiches détaillées : précisions méthodologiques .....	20
A1. Composition rural-urbain.....	22
A2.1. Dynamiques démographiques : composantes naturelles et migratoires.....	24
A2.2. Dynamiques démographiques : projections départementales à 2050 .....	25
A3. Part et croissance des effectifs par grandes catégories sociales.....	26
A4. Dynamiques démographiques et dynamiques économiques .....	27
B1.1. Impacts de la crise : évolution de l'emploi privé .....	28
B1.2. Impacts de la crise : évolution de la demande d'emploi.....	30
B1.3. Impacts de la crise : métiers et familles de métiers .....	31
B2. Moteurs de développement .....	32
B3.1. Spécialisations économiques : ensemble des activités .....	33
B3.2. Spécialisations économiques : activité privée hors agriculture .....	34
B3.3. Analyse structurelle-résiduelle de l'emploi privé depuis 2009 .....	35
B4.1. Zoom sur l'économie sociale et solidaire .....	36
B4.2. Zoom sur le tourisme .....	37
B5. Liste des principaux établissements .....	38
C1. Dynamiques du chômage et de l'emploi.....	39
C2. Pauvreté et inégalités.....	41
D1. Accès aux équipements et aux services (partie 1) .....	42
D1. Accès aux équipements et aux services (partie 2) .....	43
D2. Les mobilités domicile-travail (partie 1) .....	44
D2. Les mobilités domicile-travail (partie 2).....	46
D3. Les déménagements.....	47
E1. L'artificialisation des sols.....	49
E2. La consommation d'énergie.....	50

## Table des cartes

carte 1 : grille de densité des EPCI .....	23
carte 2 : part de la population des EPCI habitant une commune rurale .....	23
carte 3 : taux de croissance trimestriels moyens en emplois, 2019T4-2020T2.....	29
carte 4 : taux de croissance trimestriels moyens en emplois, 2020T2-2020T3.....	29
carte 5 : taux de chômage en 2017 .....	40
carte 6 : EPCI dont la situation relative en termes de de chômage s'est dégradée .	40
carte 8 : déplacements domicile-travail entre EPCI (ensemble) .....	45
carte 9 : déplacements domicile-travail entre EPCI (hors flux Ile-de-France) .....	45
carte 10 : migrations résidentielles (ensemble des flux>100 personnes).....	48
carte 11 : migrations résidentielles (hors flux à plus de 100km) .....	48

## **Synthèse : quels enjeux prioritaires pour le territoire ?**

Situé à la pointe sud du département de la Charente, à la limite de la Dordogne et de la Charente-Maritime, le territoire de contractualisation du Sud-Charente est constitué de deux EPCI ruraux, la communauté de communes des 4B Sud-Charente et la communauté de communes de Lavalette Tude Dronne. En 2017, ce territoire organisé autour de petits pôles de proximité (Barbezieux-Saint-Hilaire constitue la ville principale) compte près de 38 000 habitants.

Sud-Charente est marqué par un déclin à la fois démographique et économique. Si le territoire est parvenu au cours des années 2000 à infléchir une longue trajectoire de décroissance démographique et à stabiliser sa population, il perd de nouveau des habitants sur la période récente (-0,20 % par an entre 2012 et 2017) en raison d'un solde naturel très déficitaire. Le solde migratoire positif traduit une attractivité résidentielle réelle mais insuffisante pour compenser le déficit naturel. Le vieillissement prononcé de la population devrait en outre fortement s'accroître en raison de la surreprésentation notable de toutes les classes d'âge supérieures à 50 ans. L'attractivité du territoire est par ailleurs peu favorisée par un parc de logements ancien et affecté d'un taux de vacance élevé, reflet d'une inadéquation du parc aux besoins (confort, taille, obsolescence).

L'économie, qui demeure à forte orientation productive, apparaît également vulnérable. Cette économie caractéristique de milieu rural est tournée vers des secteurs de spécialisation industriels (l'industrie bois-papier-imprimerie et l'industrie agroalimentaire) et l'agriculture (14 % des emplois), mais aussi vers quelques activités présentes comme l'hébergement social et médico-social et la construction. L'orientation sectorielle du tissu économique local apparaît défavorable pour la dynamique de l'emploi. Sud-Charente pâtit en outre d'effets locaux eux aussi négatifs. Avant crise, l'emploi salarié privé progressait nettement moins qu'au niveau régional et national. La crise vient amplifier ce phénomène ; les destructions d'emplois observées sur 1 an y sont plus fortes.

Si le chômage reste contenu à un niveau inférieur à celui de Nouvelle-Aquitaine et de France de province, la situation sociale en Sud-Charente est fragile. Le niveau de qualification de la population est faible, y compris chez les jeunes qui sont davantage qu'ailleurs confrontés à des difficultés d'insertion. Le degré de pauvreté est fort. Le niveau de vie des ménages est nettement plus faible que dans la région. Ce dernier constat est probablement lié à la composition sociale de la population active : les agriculteurs, les ouvriers et les retraités sont surreprésentés, au contraire des cadres et professions intermédiaires. Ces fragilités expliquent la surreprésentation des transferts sociaux (aux côtés des revenus productifs et pendulaires) dans les moteurs de développement.

La situation sociale dégradée et le déclin démographique du territoire freinent le développement de l'économie présente. Le potentiel de dépenses locales est particulièrement limité mais les faibles revenus générés localement apparaissent davantage consommés localement que dans la moyenne des territoires ruraux. La densité

en emplois présents est toutefois bien inférieure à la moyenne régionale. Le manque d'attractivité touristique de ce territoire à l'offre d'hébergement très réduite contribue à expliquer ce constat.

La relation aux territoires extérieurs est prégnante en Sud-Charente, tant pour l'accès aux services et équipements que pour les déplacements domicile-travail. La proximité de pôles d'équipements supérieurs confère ainsi au territoire une accessibilité aux équipements et services structurants relativement bonne, malgré une gamme locale d'équipements restreinte. Les échanges (réciproques) sont également importants en termes de déplacements domicile-travail avec les communautés d'agglomération d'Angoulême et de Cognac et avec les CC environnantes.

Sur la base de ces constats, quatre enjeux principaux émergent :

- un enjeu en termes d'attractivité : la situation géographique à proximité de plusieurs agglomérations ainsi qu'un environnement naturel préservé constituent des atouts pour attirer des habitants. Le solde migratoire positif traduit déjà une certaine attractivité résidentielle qu'il s'agirait d'intensifier pour enrayer le vieillissement de la population. Cette stratégie implique un accompagnement en termes d'équipements et de services (amélioration du parc de logements, amélioration du niveau d'équipement et des conditions de mobilité...), tout en préservant les espaces naturels et agricoles du territoire. Ce point semble mériter une attention particulière au regard de la forte dynamique d'artificialisation des sols observée entre 2009 et 2015, peu reliée aux dynamiques démographiques et économiques locales.

- un enjeu relatif aux spécialisations économiques du territoire : l'économie du Sud-Charente, marquée par l'agriculture, est confrontée au défi de l'adaptation du modèle agricole aux défis environnementaux et sociétaux et à l'enjeu de la transmission des exploitations compte tenu du vieillissement des agriculteurs exploitants du territoire. Les autres spécialisations économiques du territoire supposent que l'on s'interroge sur leur positionnement, leur écosystème, leur capacité d'innovation, les difficultés éventuelles rencontrées et leurs besoins d'accompagnement.

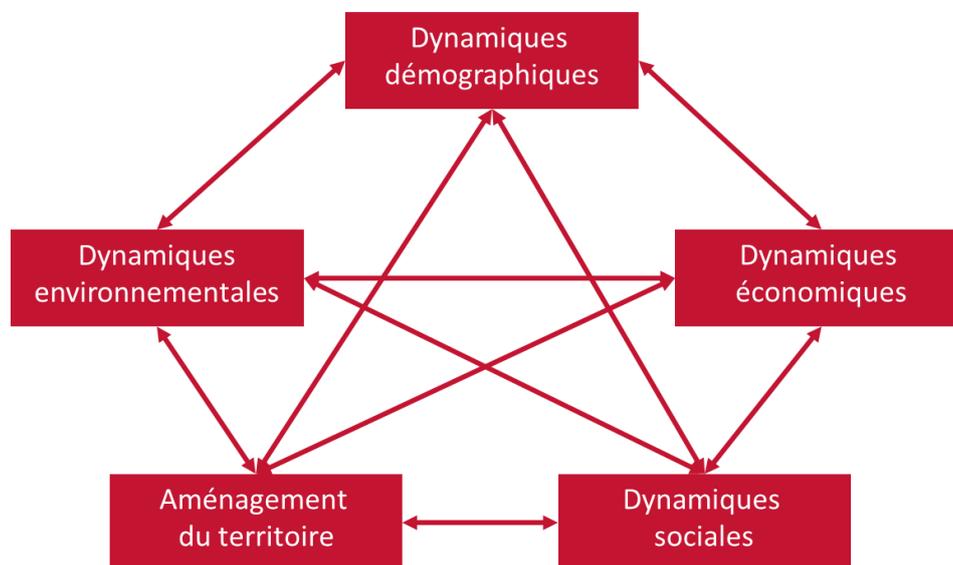
- un enjeu transversal en termes d'interterritorialité : l'inscription du territoire au cœur d'échanges interterritoriaux (accès aux équipements, déplacements domicile-travail...) pose la question des coopérations éventuelles avec les territoires concernés autour de thématiques variées : modes de déplacement, recrutement des entreprises, formation...

- un enjeu de cohésion sociale : l'importance des fragilités sociales en Sud-Charente nécessiterait de favoriser la montée en qualification de la population et son insertion professionnelle. Cet enjeu est d'autant plus important que la main d'œuvre y est très peu qualifiée, notamment les jeunes. Des solutions pourraient être recherchées auprès du tissu d'acteurs associatifs et de l'économie sociale et solidaire relativement dense sur le territoire.

## Analyse thématique des dynamiques du territoire

L'analyse thématique des dynamiques du territoire de contractualisation est organisée en cinq chapitres complémentaires. La présentation linéaire du document oblige de commencer par le traitement d'une thématique et de les présenter les unes après les autres.

Il convient cependant de garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas pour nous de les hiérarchiser : il s'agit de thématiques interdépendantes, composantes d'un système multi-acteurs multi-échelles. Leur analyse séparée est un travail indispensable en amont de la production d'une synthèse intégrée, qui vise progressivement à dessiner les contours de ce système d'interdépendances.



Nous traiterons successivement des dynamiques démographiques, économiques et sociales, puis des questions d'aménagement du territoire et des questions environnementales.

L'analyse de ces différents thèmes se veut synthétique. Elle est donc complétée par des fiches détaillées qui présentent en détail les chiffres de chaque thème pour le territoire de contractualisation, avec, quand cela est possible, le détail pour les EPCI qui le composent. En fonction des sources mobilisées, nous comparons les chiffres du territoire et/ou des EPCI à ceux de la région Nouvelle-Aquitaine dans son ensemble, ainsi qu'à ceux de la France métropolitaine et/ou ceux de la France de province.

Situé à la pointe sud du département de la Charente, limitrophe aux départements de la Dordogne et de la Charente Maritime, le territoire de contractualisation Sud-Charente est constitué de 2 EPCI, la CC des 4B Sud Charente et la CC Lavalette Tude Dronne. Il s'organise autour de petits pôles de proximité, Barbezieux-Saint-Hilaire en constituant la ville principale. Ce territoire de faible à très faible densité compte près de 38 000 habitants en 2017, lesquels résident tous dans une commune rurale<sup>1</sup>.

## **A. Dynamiques démographiques**

Bien cerner la dynamique démographique des territoires est essentiel, car elle joue sur le niveau et l'évolution des besoins des populations en termes d'équipements et de services, et elle est un des déterminants essentiels des dynamiques économiques, sociales et environnementales.

### **Un déclin de la population dans un territoire dont le vieillissement s'accélère**

La fiche détaillée page **24** présente les dynamiques observées à l'échelle nationale, régionale et du territoire de contractualisation entre les recensements 2012 et 2017. La fiche détaillée page 25 présente en complément les projections départementales de population pour 2050.

Entre le recensement 2012 et le recensement 2017, la population de France métropolitaine a augmenté de 0,40% par an (+0,38% en province), en raison principalement d'un solde naturel positif (+0,32%) et d'un solde migratoire légèrement positif (+0,07%) à l'échelle de la France métropolitaine, et de +0,19% pour les deux soldes à l'échelle de la France de province. La région Nouvelle-Aquitaine voit sa population augmenter encore plus (+0,51%), en dépit d'un solde naturel cette fois négatif (-0,06%), largement compensé par un solde migratoire très positif (+0,57%)

Les projections de l'Insee pour 2050 laissent penser que la population du pays va continuer de s'accroître, d'un rythme annuel moyen de +0,34% en France de province et de +0,31% en France métropolitaine, soit des rythmes un peu inférieurs à ceux connus depuis 2012. La Nouvelle-Aquitaine continuerait à croître plus vite qu'à l'échelle du pays (+0,44%), rythme également inférieur à celui observé actuellement, mais qui reste relativement élevé.

Inscrit dans une longue trajectoire de décroissance démographique (1968-1999), le territoire Sud-Charente parvient à stabiliser sa population au cours des années 2000. Il perd néanmoins des habitants entre 2012 et 2017 (-0,20 % par an). Le solde migratoire positif ne suffit pas à compenser le déficit du solde naturel dans ce territoire très vieillissant. Ce déclin de la population s'observe dans les 2 EPCI du territoire ; la tendance est plus marquée dans la CC Tude Lavalette Dronne qui bénéficie d'une attractivité résidentielle un peu plus forte mais d'un solde naturel très déficitaire.

Le territoire enregistre, par rapport à la France de province, un déficit dans les classes d'âge de 0-44 ans et un excédent significatif dans chaque classe d'âge à partir de

---

<sup>1</sup> L'Insee propose depuis peu une nouvelle définition du rural, présentée et discutée dans un document produit par la DITP, [disponible en cliquant ici](#). La fiche détaillée page **22** donne des détails sur la composition rurale et urbaine des territoires. (voir pour exemple dans la note « Vallée de la Dordogne corrézienne »).

50 ans. En conséquence, l'indice de vieillissement est marqué : on compte 137 personnes de 65 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans (France de province : 87). Ce vieillissement de la population s'accroît (la proportion était de 120 en 2007). La part des 75 ans et plus est stable entre 2012 et 2017 mais demeure à un niveau élevé (supérieure de 4 points à la moyenne France de province). 36 % de ces personnes vivent seules.

### **Une surreprésentation des retraités, des agriculteurs et des ouvriers**

L'annexe page **26** présente la part et l'évolution de la population par grandes catégories sociales, en mobilisant les données des recensements millésimes 2012 et 2017.

Le profil rural et âgé du territoire se traduit par une forte proportion de retraités (37,4 %) et d'agriculteurs (3,5 %). Les ouvriers sont également surreprésentés. À l'inverse, les cadres sont 3 fois moins nombreux qu'en France de province.

### **Dynamiques démographiques et dynamiques économiques : une tendance à la baisse**

La dynamique démographique exerce une influence forte sur la dynamique économique, ne serait-ce qu'au travers des besoins en biens et services de la population : si la population augmente, la demande en biens et services va augmenter, ce qui peut conduire au développement d'une activité dite présenteielle (l'emploi suit la population). À l'inverse, une dynamique économique favorable peut attirer des populations à la recherche d'un emploi (la population suit l'emploi). Dans tous les cas, le lien entre dynamique démographique et dynamique économique est donc plutôt fort. Ceci n'empêche pas d'observer parfois des déconnexions : un territoire dont la population augmente fortement peut voir l'emploi augmenter beaucoup moins que prévu, ou beaucoup plus que prévu. À l'inverse, un taux de croissance faible de la population peut s'accompagner d'un taux de croissance plus fort que prévu de l'emploi. Le fait que les deux dynamiques sont liées fait que ces cas ne sont pas les plus fréquents, mais ils existent.

La fiche détaillée page **27** présente les résultats obtenus pour le territoire de contractualisation et les EPCI qui le composent : taux de croissance de la population et de l'emploi entre les recensements 2012 et 2017 ; situation relative des EPCI dans l'ensemble des EPCI de France métropolitaine (l'EPCI est-elle dans le tiers inférieur, intermédiaire ou supérieur des EPCI en termes de croissance de la population ou de l'emploi ?) ; conformité ou non du lien entre croissance de l'emploi observée et celle attendue compte-tenu de la dynamique démographique observée. De manière générale, sur la période étudiée, on constate que la population de France métropolitaine a augmenté de 1,99% et l'emploi de 0,21%. La situation de la Région Nouvelle-Aquitaine semble plus favorable : hausse de la population de 2,58% et l'emploi de 0,80%.

S'agissant du territoire de contractualisation, la tendance est à la baisse sur les deux indicateurs : la population baisse de 0,97 % sur l'ensemble de la période 2012-2017, et l'emploi de 1,61 %. Les 2 EPCI du territoire se situent dans le tiers intermédiaire des EPCI de France métropolitaine pour leur dynamique économique et le lien entre leur dynamique démographique (faible pour la CC Lavalette Tude Dronen et médiane pour la CC des 4B Sud Charente) et leur dynamique économique est conforme à l'attendu.

## B. Dynamiques économiques

### Impact économique de la crise : un choc plus important que les tendances régionale et nationale<sup>2</sup>

Pour mesurer l'impact économique de la crise, nous nous sommes appuyés sur les rares données disponibles : celles sur l'emploi privé hors agriculture, fournies par l'Acoss-Urssaf, et celles sur les demandeurs d'emploi, fournies par Pôle Emploi. Ces deux jeux de données nous permettent d'analyser l'évolution de la situation entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020.

Il convient de garder en tête que ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de forte intervention de la puissance publique, aux échelles européenne, nationale, régionale et locale, sans lesquelles la dégradation de la situation aurait été encore plus importante.

S'agissant des données sur l'emploi privé hors agriculture (voir l'annexe page **28**), on constate que sur la période, il a reculé de plus de 320 000 emplois, soit un taux de croissance de -1,74%. Il a été moins violent en Nouvelle-Aquitaine, avec une baisse de près de 15 000 emplois, soit un taux de -1,02%. Ceci s'explique un peu par une spécialisation plus favorable que la moyenne (+0,11%) et surtout par des effets dits « locaux » favorables (+0,61%), qui ont permis d'amortir en région le choc macroéconomique. Nous ne pouvons cependant pas dire à ce stade ce qui se cache plus précisément derrière ces effets de spécialisation et ces effets locaux, il convient pour cela d'attendre la livraison de données plus précises.

Les résultats pour le territoire étudié ici et les EPCI qui le composent sont présentés dans la fiche détaillée page **28**. Sur 1 an (du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 au 4<sup>e</sup> trimestre 2020), Sud-Charente perd 135 emplois salariés privés. Les destructions d'emplois (-2,25%) sont ainsi bien plus importantes que celles enregistrées au niveau régional (-1,02 %) et national (-1,74 %). Ces contre-performances résultent d'effets locaux négatifs, la spécialisation du tissu économique local apparaissant à l'inverse plutôt favorable. Le choc est de même intensité pour les 2 EPCI du territoire. La crise vient amplifier une trajectoire antérieure déjà moins favorable ; entre 2014 et 2019, l'emploi progressait de 0,47 % par an, contre 1,31 % et 1,39 % au niveau national et régional.

S'agissant des données sur la demande d'emploi (voir la fiche détaillée page **30**), on constate que le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 5,5 % en un an, à un rythme également supérieur à celui observé dans la région (4,3 %). Les demandeurs d'emploi jeunes sont particulièrement touchés (+14 %).

---

<sup>2</sup> L'impact économique de la crise en France, en Région, à l'échelle des zones d'emploi et par grands secteurs, a donné lieu à plusieurs publications de la DITP, disponibles en ligne : une première note sur l'impact à fin juin, disponible en [version complète](#) ou en [version courte](#), et une deuxième note sur l'impact à fin septembre, [disponible en version complète](#). Une nouvelle note à l'échelle des EPCI, à fin décembre 2020 est disponible [ici](#).

### **Moteurs de développement : une surreprésentation des revenus productifs, pendulaires et sociaux**

Le développement d'un territoire ne dépend pas que de sa capacité à produire des biens et services vendus potentiellement partout, qui génèrent des « revenus productifs exportateurs ». A côté de cette base, il existe d'autres moteurs de développement, qui conduisent à la formation d'autres types de revenus : les revenus publics (salaires des actifs des trois fonctions publiques), sociaux (prestations et transferts sociaux) et résidentiels. Les revenus résidentiels peuvent eux-mêmes être décomposés en revenus des retraités, revenus touristiques, revenus des capitaux et fonciers et revenus pendulaires (revenus des personnes du territoire qui travaillent sur un autre territoire). Identifier les moteurs dominants d'un territoire, s'interroger sur les menaces et opportunités qui pèsent sur chacun d'eux, est un préalable important à l'action.

Il convient ensuite de s'interroger sur la géographie des dépenses de ces revenus : sont-ils dépensés localement ou non ? La réponse à cette deuxième question n'est pas aisée, il est possible de s'en approcher grâce à des indicateurs comme le potentiel de dépenses locales ou la densité en emplois présents (la fiche détaillée page **32** précise les indicateurs mobilisés et les résultats obtenus pour le territoire). Le développement de projets de type « circuits courts » ou « économie circulaire » est un moyen de renforcer la dimension locale des dépenses.

L'analyse des moteurs de développement du territoire Sud-Charente en comparaison avec les territoires ruraux néo-aquitains met en évidence une nette surreprésentation des revenus productifs exportateurs, en écho à l'importance de l'agriculture sur le territoire. Leur poids est conforme à la situation régionale. La proximité des agglomérations d'Angoulême et de Cognac génère un important apport de revenus pendulaires, « importés » par les actifs qui résident dans le territoire et travaillent à l'extérieur. Les revenus sociaux sont également significatifs et peuvent traduire des difficultés sociales importantes. A l'inverse, les revenus touristiques sont sous-représentés. Malgré le vieillissement accentué de la population, la part des pensions de retraite reste modérée. Le faible montant moyen des pensions de retraite pourrait expliquer ce constat.

Les différents moteurs de développement apparaissent insuffisants pour générer un volume global de revenus important ; le potentiel de dépenses locales, 16 271 € par habitant, est inférieur aux moyennes de comparaison. En comparaison à la situation observée en moyenne dans les territoires ruraux néo-aquitains, les revenus générés sur le territoire semblent davantage consommés localement. La densité en emplois présents est plus élevée, bien qu'inférieure à la moyenne des territoires de contractualisation de la région.

### **Une forte spécialisation dans l'agriculture et le bois-papier-imprimerie**

Aucun territoire n'est engagé dans l'ensemble des activités économiques : des logiques de spécialisation plus ou moins marquées sont à l'œuvre, à une échelle géographique relativement fine, clairement infrarégionale. Identifier les spécialisations des territoires est donc essentiel, elles peuvent influencer sur la dynamique globale du territoire si le territoire est positionné sur des secteurs globalement en croissance ou à l'inverse sur des secteurs globalement en déclin. Elles peuvent également servir de guide en

termes d'action, en incitant à cibler les secteurs plus présents sur le territoire qu'ailleurs (secteurs dits spécifiques).

Après avoir repéré les secteurs caractéristiques du territoire, il convient idéalement de collecter des informations complémentaires pour mieux comprendre le positionnement stratégique des entreprises qui les composent, sur leurs trajectoires et leurs besoins, sur les menaces et opportunités qui pèsent sur elles.

Les fiches détaillées page [33](#) et page [34](#) présentent les principaux secteurs d'activité, qui pèsent le plus sur l'emploi du territoire, et qui sont plus présents sur le territoire qu'ailleurs, que l'on se focalise sur l'ensemble de l'activité privée et publique (page [33](#)), ou sur le sous-ensemble de l'emploi privé hors agriculture (page [34](#)).

La vocation agricole du Sud-Charente génère une forte spécialisation du tissu productif local dans l'agriculture-sylviculture-pêche, qui concentre près de 14 % des emplois du territoire, 5 fois plus qu'au niveau national. A forte dominante viticole dans le quart nord-est du territoire (AOC Cognac), les productions agricoles sont essentiellement tournées vers la polyculture-polyélevage sur le reste du territoire. Plusieurs secteurs industriels sont également surreprésentés : l'industrie bois-papier-imprimerie (6 fois plus) du fait de la présence de plusieurs grandes entreprises (Ahlstrom-Munksjö, Amcor) et l'industrie agroalimentaire dans une moindre mesure (1,7 fois plus). L'hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement et la construction sont également plus représentés en Sud-Charente qu'en France et pèsent fortement dans l'emploi local.

### **L'économie sociale et solidaire : un poids plus important qu'en région**

Plutôt que d'analyser l'activité économique par la nature des produits fabriqués, qui permet de définir les contours des secteurs, il est possible de se focaliser sur la nature juridique des entités, en distinguant notamment les structures publiques, privées, et celles de l'économie sociale et solidaire (ESS), qui rassemble des associations, des coopératives, des mutuelles et des fondations.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire (CRESS)<sup>3</sup>, nous disposons de données sur le nombre d'établissements et les effectifs de ces trois grandes catégories (ESS, Public, Privé) à une échelle géographique fine (EPCI) pour l'année 2015 (des données plus récentes sont à venir). Les résultats sont présentés dans la fiche détaillée page [36](#).

Globalement, l'ESS pèse plus en Nouvelle-Aquitaine que France entière, très légèrement en nombre d'établissements (10,2% contre 9,6%), mais de manière plus conséquente en effectifs (12,0% contre 10,7%).

Avec 15 % des emplois du territoire, le poids de l'ESS est plus important en Sud-Charente qu'en moyenne régionale et nationale. Le secteur est particulièrement développé dans la CC Lavalette Tude Dronne (23 %) alors qu'il est plus limité dans la CC

---

<sup>3</sup> Nous remercions la CRESS pour nous avoir permis de reprendre certaines de leurs données. L'interprétation qui est faite des résultats est de notre seul ressort, la CRESS ne peut être tenue responsable d'éventuelles erreurs.

des 4B Sud Charente (près de 10 % des effectifs). Seuls 8 % des établissements relèvent de l'économie sociale et solidaire (contre 10 % dans la région), ce qui sous-tendrait une plus grosse taille en effectifs des établissements ESS du territoire.

### **Un important déficit touristique**

Le tourisme est un secteur d'activité important pour un pays comme la France, tout comme pour la Région Nouvelle-Aquitaine. Il est cependant difficile à saisir, car il ne correspond pas à un secteur d'activité à proprement parler, il est très transversal. Évaluer son importance et les potentialités de développement est pourtant un enjeu majeur pour de nombreux territoires de Nouvelle-Aquitaine. Pour cela, nous avons cherché à approcher l'offre et la demande touristique des territoires néo-aquitains, en nous appuyant sur des données Insee de 2019. La fiche détaillée page [37](#) présente la méthode employée et les résultats obtenus.

Comme l'indiquait le faible poids des revenus touristiques dans l'analyse des moteurs de développement, l'offre d'hébergement touristique au sein du territoire de contractualisation apparaît largement sous-développée, quelle que soit la catégorie d'hébergement. Le territoire compte moins de 8 places pour 1 000 habitants (45 en Nouvelle-Aquitaine). La fréquentation touristique est également particulièrement faible, bien en-deçà des moyennes régionale et nationale.

### **Dynamique économique de l'emploi privé : une faible dynamique liée à un cumul d'effets de spécialisation et d'effets locaux négatifs**

Le taux de croissance de l'emploi d'un territoire peut être décomposé en trois effets : i) un effet national : le taux de croissance du territoire dépend pour partie de la dynamique macro-économique, ii) un effet de spécialisation : des territoires peuvent avoir une meilleure dynamique car ils sont plus spécialisés sur les secteurs globalement dynamiques et/ou moins spécialisés sur les secteurs en déclin, iii) un effet dit « local » ou « géographique », qui est en fait la composante du taux de croissance qui n'est expliqué ni par l'effet macroéconomique, ni par l'effet de spécialisation. Il peut être dû à un positionnement concurrentiel moins/plus favorable des entreprises locales, une moindre/plus forte capacité d'innovation, des fournisseurs ou des sous-traitants moins/plus compétents, un écosystème local moins/plus favorable, une moins bonne ou une meilleure gouvernance locale, etc.

Nous avons procédé à cette décomposition des taux de croissance de l'emploi sur la base de données sur l'emploi salarié privé hors agriculture, pour la période 2009-2019, d'une part, et pour la période de croissance continue 2014-2019, d'autre part. La décomposition sectorielle retenue est la décomposition A88, qui renseigne sur ce champ 81 secteurs d'activité. Les résultats sont présentés dans la fiche détaillée page [35](#).

Entre 2009 et 2019, la croissance a été de 7,48% en France métropolitaine (0,72% en rythme annuel moyen) et de 8,25% (0,80% en rythme annuel moyen) en région Nouvelle-Aquitaine. Les chiffres sont de 6,73% (1,31% en rythme annuel moyen) et 7,09% (1,38% en rythme annuel moyen) entre 2014 et 2019. Dans les deux cas, le taux un peu supérieur en région s'explique par des effets locaux positifs, toujours supérieurs aux effets de spécialisation légèrement négatifs.

Si le territoire gagne des emplois salariés privés sur la période récente (0,52% sur 2009-2019 et 2,23% sur 2014-2019), sa dynamique est nettement inférieure aux dynamiques nationale et régionale. Les moindres performances du territoire s'expliquent par des effets de spécialisation négatifs (positionnement sur des secteurs en déclin à l'échelle nationale et/ou absence ou faible positionnement sur des secteurs en croissance), cumulés à des effets locaux eux aussi négatifs. Sur les 2 périodes étudiées, les effets de spécialisation sont de plus grande ampleur que les effets locaux. Les résultats ne sont pas homogènes au sein du territoire : la CC Lavalette Tude Dronne subit des effets locaux très défavorables tandis que la CC des 4B Sud-Charente bénéficie d'effets locaux positifs. Seul un travail qualitatif de terrain permettrait d'affiner ce diagnostic.

### **C. Dynamiques sociales**

#### **Une population faiblement qualifiée**

La part de la population diplômée de l'enseignement supérieur est largement inférieure à la moyenne nationale : 18,2 % contre 27,5 % en France de province. La forte proportion de jeunes de 15-24 ans ni en emploi, ni en formation (NEET) - près d'1 jeune sur 5 en Sud-Charente - traduit en outre d'importantes difficultés d'insertion.

Dans ce territoire rural, l'offre d'enseignement supérieur se limite aux STS, dont les effectifs atteignent 60 étudiants en 2017.

#### **Dynamiques du chômage et de l'emploi : un taux de chômage contenu dans un contexte de diminution de l'emploi**

Le fait qu'un territoire crée beaucoup d'emploi n'est pas une garantie que le chômage baisse. Symétriquement, des territoires qui créent peu d'emplois peuvent connaître un taux de chômage faible. Toutes les situations coexistent. Connaître la situation d'un territoire en termes de dynamique du chômage et de dynamique de l'emploi est donc important : à taux de chômage élevé identique, les actions à mener ne sont pas les mêmes selon que la croissance de l'emploi est forte ou faible. La fiche détaillée page **39** permet de situer le territoire de contractualisation sur ces plans.

On constate également que la géographie des taux de chômage présente une forte inertie : les taux de chômage observés au recensement de 2012 « expliquent » environ 90% des taux de chômage observés au recensement 2017<sup>4</sup>. Ceci montre que faire « bouger les choses » demande du temps et de la persévérance en termes d'action.

Le taux de chômage au recensement de 2017 était de 13,5% en France métropolitaine et de 13,3% en Nouvelle-Aquitaine<sup>5</sup>. Les écarts sont cependant importants entre les EPCI : en Nouvelle-Aquitaine, le taux de chômage varie de 7,9% à 17,4%, soit un rapport de plus de 2 pour 1. Ce rapport est très inférieur à ce que l'on observe en

---

<sup>4</sup> Nous avons analysé le lien entre dynamique du chômage et dynamique de l'emploi de manière détaillée dans une note disponible sur [le portail des territoires](#) <note à venir>.

<sup>5</sup> Le taux de chômage du recensement est sensiblement supérieur au taux de chômage calculé par l'Insee (8,3% en région fin septembre 2020 contre 9% France entière), car il capture en complément une partie du halo du chômage (halo estimé aux environs de 4% France entière à fin septembre 2020, toujours par l'Insee).

France métropolitaine (rapport de 8 pour 1), l'hétérogénéité au sein de la Nouvelle-Aquitaine est donc sensiblement plus faible que dans l'ensemble du pays.

En Sud-Charente (voir la fiche détaillée page [39](#)), le taux de chômage atteignait 10,2 % dans la CC des 4B Sud-Charente et 11,6 % dans la CC Tude Lavalette Dronne au recensement de 2012. Ce niveau de chômage inférieur à celui observé en région et en France de province situait alors les 2 EPCI du territoire dans le tiers intermédiaire des EPCI de France métropolitaine. Entre 2012 et 2017, le taux de chômage des 2 EPCI a augmenté à un rythme conforme à ce que le niveau initial de chômage pouvait laisser attendre. Que ce soit pour leur dynamique du chômage ou leur dynamique de l'emploi (diminution de l'emploi sur la période), les EPCI du Sud-Charente se situent parmi le tiers intermédiaire des EPCI de France métropolitaine.

### **Un fort degré de pauvreté**

De même que croissance de l'emploi et dynamique du chômage ne sont pas nécessairement liées, on observe des situations contrastées entre niveau de pauvreté et inégalités de revenu : certains territoires « pauvres » sont inégalitaires, d'autres égaux, il en va de même pour les territoires où le degré de pauvreté est faible : certains présentent dans le même temps de faibles inégalités de revenu, d'autres de fortes inégalités de revenu<sup>6</sup>.

La fiche détaillée page [41](#) permet de situer les EPCI du territoire. Sud-Charente se caractérise par un fort degré de pauvreté de la population : les 10 % de ménages les plus pauvres le sont davantage que ceux de Nouvelle-Aquitaine et de France métropolitaine (leur niveau de vie est nettement inférieur). C'est particulièrement le cas dans la CC Tude Lavalette Dronne. Le revenu médian est également inférieur aux moyennes régionale et nationale. Ce double constat semble indiquer une faiblesse généralisée des revenus au sein du territoire. En termes d'inégalités de niveau de vie, le territoire se place en situation médiane par rapport à l'ensemble des EPCI de France métropolitaine : les écarts de revenus y restent mesurés.

## **D. Aménagement du territoire**

### **Offre et accessibilité aux biens et services**

#### **Une accessibilité relativement bonne aux services de proximité mais aussi aux équipements structurants et majeurs**

Pour évaluer la situation générale du territoire en matière d'accès aux services et équipements, nous nous appuyons sur [le travail réalisé par l'Inrae et l'Anct](#) à l'échelle des communes de France métropolitaine, qui s'appuie sur la base des équipements permanents de l'Insee de 2017 (185 équipements et services recensés). Ce travail permet de classer les communes en 5 catégories : les communes non centre (communes de niveau 0, au nombre de 24 067), les communes centres locaux (niveau 1 au nombre de 7 010, qui rassemblent une douzaine de services et d'équipements du quotidien), les communes centres intermédiaires (niveau 2, 2 880 communes, une vingtaine de services et d'équipements de plus), les communes centres structurants (niveau 3, 742

---

<sup>6</sup> Une note qui analyse ce sujet à l'échelle des EPCI de l'ensemble de la France, avec un zoom sur les EPCI de Nouvelle-Aquitaine est à venir sur [le portail des territoires](#).

communes, 70 services et équipements environ) et les communes centres majeurs (niveau 4, 142, la quasi-totalité des services et équipements), soit 10 774 centres au total.

La fiche détaillée page [42](#) permet de situer de manière synthétique les territoires étudiés à deux niveaux : de quel niveau d'équipement dispose-t-on sur place ? Si on n'en dispose pas, à quelle distance-temps en est-on ?

En Nouvelle-Aquitaine, on constate une surreprésentation des communes non centres par rapport à la France métropolitaine (25% de la population y réside contre 13% dans l'ensemble national) et une sous-représentation des communes de niveau 3 (16% de la population y réside en région contre 24% en France métropolitaine) et de niveau 4 (18% contre 22%). Le poids des niveaux 1 et 2 est conforme à la moyenne nationale (respectivement 18% et 23% de la population y réside).

Pour les habitants des communes d'un niveau de service donné, le temps moyen d'accès aux communes de niveau de service supérieur est plus faible d'environ 1 minute que celui observé en moyenne en France métropolitaine, quand il s'agit d'accéder aux communes de niveau 1, 2 et 3. Il est supérieur d'1 minute également pour les centres de niveau 4. Autant dire qu'à l'échelle régionale les écarts à la moyenne nationale sont très faibles en matière d'accessibilité.

Les trois quarts de la population du territoire résident dans une commune bénéficiant d'une gamme restreinte d'équipements (communes de niveau 0 ou de niveau 1). Cette proportion est largement supérieure à la moyenne régionale (42 %). A l'inverse, la population du Sud-Charente résidant dans des communes de niveau 2 ou 3 (gamme de 20 à 70 équipements environ) est sous-représentée. Malgré ce faible niveau d'équipement, l'accessibilité aux différents types d'équipements apparaît bonne, avec des temps d'accès aux communes de niveau 1, 2 et 3 inférieurs à la moyenne régionale. La gamme d'équipements supérieure (niveau 4), absente sur le territoire, est également relativement accessible, avec un temps d'accès moyen de 35 minutes, soit 3 minutes de plus qu'en moyenne régionale. La proximité des agglomérations d'Angoulême et Cognac notamment joue ici favorablement. La situation n'est cependant pas homogène au sein du territoire ; la CC Tude Lavalette Dronne subit des temps d'accès significativement plus élevés que la CC des 4B Sud-Charente.

### **Un parc de logements peu attractif**

La proportion de logements vacants est supérieure de 3 points à la moyenne nationale et progresse depuis 10 ans.

L'offre de logement social est très limitée (seulement 3,6 % des logements en 2017 contre 13 % en France de province) et a reculé entre 2014 et 2019. La dynamique de construction de logements neufs reste largement en deçà de celle enregistrée en France de province.

### **Une bonne couverture 4G mais un raccordement à la fibre très marginal**

Le territoire bénéficie d'une bonne accessibilité à la technologie 4G avec, en 2020, une couverture de la quasi-totalité du territoire par au moins un opérateur. La couverture fibre optique est encore marginale : moins de 4 % des locaux de Sud-Charente sont raccordables à la fibre optique (près de 15 fois moins qu'en France de province).

### **Offre de services de santé : un accès à la médecine générale relativement faible**

L'accessibilité à l'offre de santé en médecine générale (médecins généralistes libéraux ou exerçant en centre de santé) est plus faible sur le territoire et inférieure à la moyenne de France de province.

### **Inter-territorialité**

La question de l'inter-territorialité est une question centrale pour l'aménagement des territoires : certains des habitants travaillent ailleurs ou consomment ailleurs, des non-résidents viennent y travailler ou y consommer, des entreprises du territoire appartiennent à des groupes hors territoire, entretiennent des relations avec des entreprises localisées ailleurs en France, en Europe ou dans le monde, etc.

Dès lors, identifier les liens qui unissent les territoires permet de se poser la question d'éventuelles collaborations pour traiter les sujets en commun. L'exercice est difficile, car on dispose de peu de données sur les flux. Nous proposons ici de nous focaliser sur les mobilités domicile-travail et les déménagements, qui font l'objet chacun d'une fiche détaillée, respectivement page [44](#) et page [47](#). D'autres travaux sont programmés pour le futur.

### **Des mobilités domicile-travail importantes**

La proximité de pôles d'emploi importants génère des flux pendulaires significatifs : la proportion d'actifs travaillant hors du territoire de contractualisation est supérieure de 12 points à la moyenne régionale. Près de 5 700 personnes, soit un tiers des actifs du territoire, sont concernées.

L'analyse des flux dominants (voir la fiche détaillée page [46](#)) montre que la CA du Grand Angoulême et la CA du Grand Cognac attirent plus de la moitié des actifs sortants. Le territoire offre quant à lui des emplois à environ 4 000 actifs issus des CC environnantes (CC Haute-Saintonge, CC Pays Ribéracois...), mais aussi des communautés d'agglomération du Grand Angoulême et du Grand Cognac.

Pour les déplacements domicile-travail, l'usage de la voiture est prépondérant tandis que le recours aux transports en commun est marginal.

### **Déménagements : des mouvements limités**

L'analyse des déménagements (voir le complément page [47](#)) montre avant tout qu'un très faible nombre de personnes déménage chaque année. A l'échelle du territoire de contractualisation, la proportion de personnes qui y résidaient un an auparavant et qui n'ont pas changé de logement (92 %) est supérieure à ce que l'on observe en région (89 %).

## ***E. Dynamiques environnementales***

La dimension environnementale entendue au sens large est au cœur de tout un ensemble de politiques à l'échelle mondiale, européenne, nationale, régionale et locale. Elle irrigue l'ensemble des politiques de la Région Nouvelle-Aquitaine, et a donné lieu récemment à la définition de [la feuille de route Néo-Terra](#).

Caractériser la situation des territoires en la matière, les enjeux auxquels ils sont confrontés et les réponses à apporter n'est pas chose facile, car on manque sur certaines

thématiques des données adaptées. Nous avons cependant pu avancer sur certains sujets, d'autres seront traités dans le futur.

### **Une forte dynamique d'artificialisation des sols, déconnectée des dynamiques démographiques et économiques locales**

La question de l'artificialisation des sols est une question essentielle en matière environnementale, qui a donné lieu à un objectif inscrit au [SRADDET](#) de réduction de moitié du rythme d'artificialisation d'ici 2030.

A partir de données originales et détaillées sur l'occupation des sols en Nouvelle-Aquitaine disponibles sur [l'observatoire NAFU](#), nous avons construit une analyse pour l'ensemble des EPCI de la région, qui permet de rendre compte de la dynamique d'artificialisation des sols, d'une part et des dynamiques économiques et démographiques des territoires, d'autre part. En intégrant dans l'analyse le degré initial d'artificialisation on est en capacité d'identifier des territoires dont la dynamique d'artificialisation est supérieure voire très supérieure à ce que l'on pourrait attendre compte-tenu des informations statistiques disponibles.

Il ne s'agit pas de stigmatiser ces territoires, mais de considérer qu'ils méritent une attention particulière, pour tenter de comprendre dans un premier temps les raisons de leur situation relative, en collectant des informations quantitatives et qualitatives complémentaires. La fiche détaillée page [49](#) présente les résultats dont on dispose pour l'instant pour le territoire étudié.

Couvrant quasiment l'intégralité de la surface du territoire, les sols agricoles et les forêts occupent une place prépondérante en Sud Charente. La dynamique d'artificialisation des sols observée entre 2009 et 2015 dans les 2 EPCI du territoire est néanmoins particulièrement élevée. Elle apparaît supérieure (très supérieure pour la CC des 4B Sud-Charente) à la situation attendue au regard des dynamiques économiques, démographiques, de la part initiale des surfaces urbanisées et de la taille initiale des EPCI.

### **Risques naturels : une forte exposition au risque relatif au transport de marchandises dangereuses**

Selon le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs, les risques liés au transport de marchandises dangereuses concernent près de la moitié des communes du territoire. Un tiers des communes est soumis au risque feu de forêt. Le risque inondation menace une part plus limitée de communes.

## Fiches détaillées : précisions méthodologiques

Pour accompagner le processus d'élaboration de la politique de contractualisation, le Service Etudes et Prospective (SEP) de la Direction de l'Intelligence Territoriale et de la Prospective (DITP) du Pôle DATAR de la Région Nouvelle-Aquitaine a produit des analyses de territoire, en mobilisant différents matériaux : des tableaux de bord statistiques et cartographiques produits par l'ANCT<sup>7</sup>, des analyses statistiques et des études thématiques produites au sein du Service Etudes et Prospective (SEP), ainsi que des matériaux plus qualitatifs, résultant d'un travail de veille sur les territoires, d'échanges avec les chargés de mission des différents services de la Région et de partenaires extérieurs, et de la connaissance accumulée par les chargés d'étude et de veille du SEP sur les territoires qu'ils suivent, suite notamment au travail réalisé lors de la première vague de contractualisation.

Les fiches détaillées présentent les résultats plus précis relatifs aux travaux réalisés au sein du SEP, ils sont organisés en suivant le plan des cinq chapitres de l'analyse du territoire : A) dynamiques démographiques, B) dynamiques économiques, C) dynamiques sociales, D) aménagement du territoire, E) dynamiques environnementales. Certaines de ces fiches détaillées ont donné lieu à la production d'études plus conséquentes, portant sur l'ensemble des EPCI de la Région Nouvelle-Aquitaine, que chacun peut consulter sur [une page dédiée du portail des territoires](#).

A chaque fois, les analyses produites s'appuient sur les données les plus précises et les plus récentes possibles. Dans certains cas, nous disposons de données à l'échelle des EPCI, dans d'autres cas à l'échelle des territoires de contractualisation, ou bien seulement à l'échelle des zones d'emploi. Parfois, nous pouvons comparer les données à la moyenne régionale, à la moyenne de France métropolitaine, ou à la France de province.

S'agissant de l'année des données mobilisées, nous attirons l'attention sur le fait que lorsqu'on s'appuie sur les données du recensement de l'INSEE, étant donné que l'on dispose à l'heure actuelle des données du recensement millésime 2017, nous parlons par facilité de données 2017. Or, le recensement d'une année  $n$  s'appuie en fait sur des données qui couvrent la période  $n-2$  à  $n+2$ . Le millésime 2017 s'appuie donc sur des données qui couvrent la période 2015-2019, elles ne s'arrêtent pas en 2017, mais en 2019. Bien que le temps de production de ces données puisse se révéler long, leur qualité est indéniable.

---

<sup>7</sup> Le site de l'ANCT permet de produire des documents d'une trentaine de page pour le territoire de son choix, que l'on peut comparer à un autre territoire (l'ensemble de la France, la France de province, la Région, ...). Nous avons produit de tels rapports pour les territoires de contractualisation, comparés à la France de province. L'outil ANCT est accessible [en cliquant ici](#).

Un point d'attention important concerne l'impact de la crise Covid sur l'ensemble de la vie des territoires. Les analyses que nous proposons relèvent d'analyses dites structurelles, qui visent à identifier les enjeux essentiels auxquels est confronté le territoire. Or, elles s'appuient sur des données passées, pour l'essentiel antérieures à la crise. La crise actuelle peut cependant modifier jusqu'à un point que tout le monde ignore l'ensemble des structures et des dynamiques économiques, sociales et environnementales, de manière différenciée selon les territoires : personne ne peut savoir aujourd'hui de quoi sera fait précisément le « monde d'après ». On peut penser que certaines choses vont être profondément modifiées, d'autres non, d'autres encore en partie seulement. Certaines de nos résultats pourront donc être modifiées, il conviendra d'identifier progressivement les changements structurels à l'œuvre, leurs implications en termes d'enjeux prioritaires et de réviser en conséquence, si besoin, les choix en termes d'action publique. A l'heure actuelle, ce que nous proposons dans ce document, ce sont de premières analyses de l'impact économique et social de la crise, sur la base des (rares) données disponibles. Nous actualiserons et étendrons chemin faisant ces analyses d'impact, dès que de nouvelles données seront produites. Nous nous donnons pour objectif, également, de produire des analyses approfondies sur les transformations à l'œuvre, que nous mettrons à disposition des territoires, dès que cela sera possible.

## A1. Composition rural-urbain

La nouvelle définition des territoires ruraux, qui repose sur la grille communale de densité, est bien meilleure que les définitions précédentes dérivées du zonage en aires urbaines et du zonage en unités urbaines : alors que ces deux dernières définissaient le rural « en creux » (est rural un territoire qui n'est pas urbain), la nouvelle définition est « en plein ». Elle s'appuie sur un critère morphologique, la densité, et propose la définition suivante : **un territoire est dit rural s'il est peu dense ou très peu dense, et il est dit urbain s'il est de densité intermédiaire ou très dense.** [Une note détaillée présentant ce nouveau zonage est disponible sur le portail des territoires.](#)

La part de la population rurale dans l'ensemble de la population, estimée à moins de 5% si l'on part du zonage en aires urbaines et autour de 20% si l'on part du zonage en unités urbaines, monte à 33% avec cette nouvelle définition, selon les données du recensement millésime 2017. En Nouvelle-Aquitaine, ces chiffres sont respectivement de 10% (zonage aires urbaines), autour de 34% (zonage unités urbaines) et 51% (zonage basé sur la grille communale de densité).

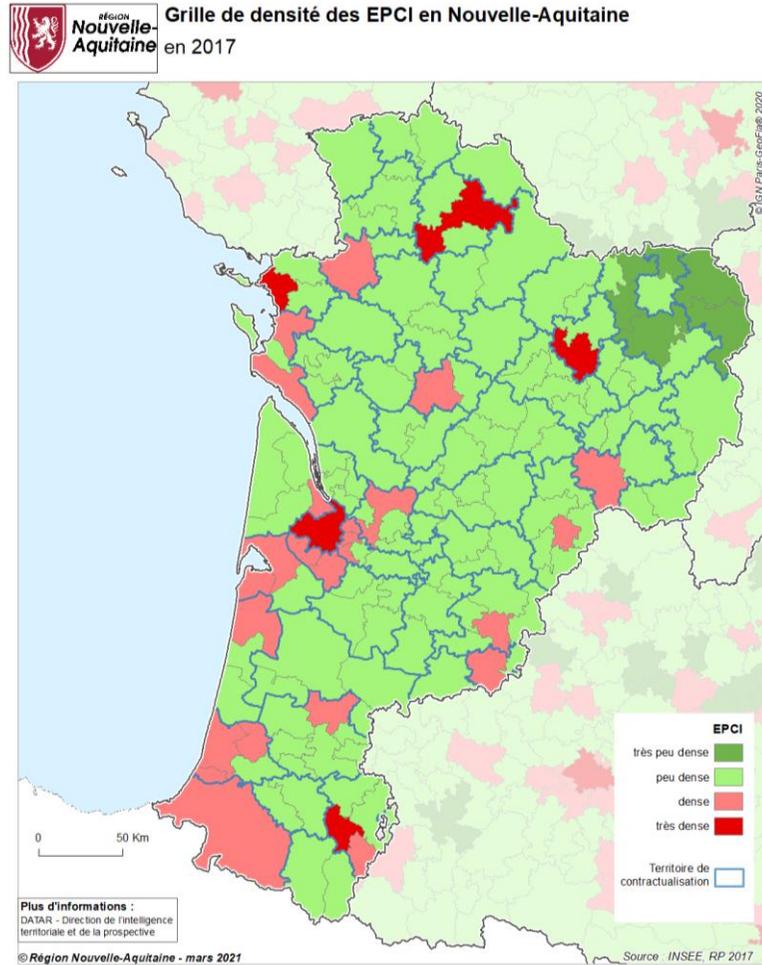
Cette définition du rural, dérivée de la définition proposée à l'échelle européenne, ne rend cependant pas compte de la diversité des mondes ruraux. Seules des études complémentaires permettraient d'intégrer cette diversité ainsi que les interdépendances entre les différents espaces.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'habitants et la part de la population rurale et de la population urbaine de chaque EPCI pour le territoire de contractualisation étudié, ainsi que pour la Région dans son ensemble et la France métropolitaine. Ces chiffres sont issus du recensement millésime 2017, qui couvre la période 2015-2019.

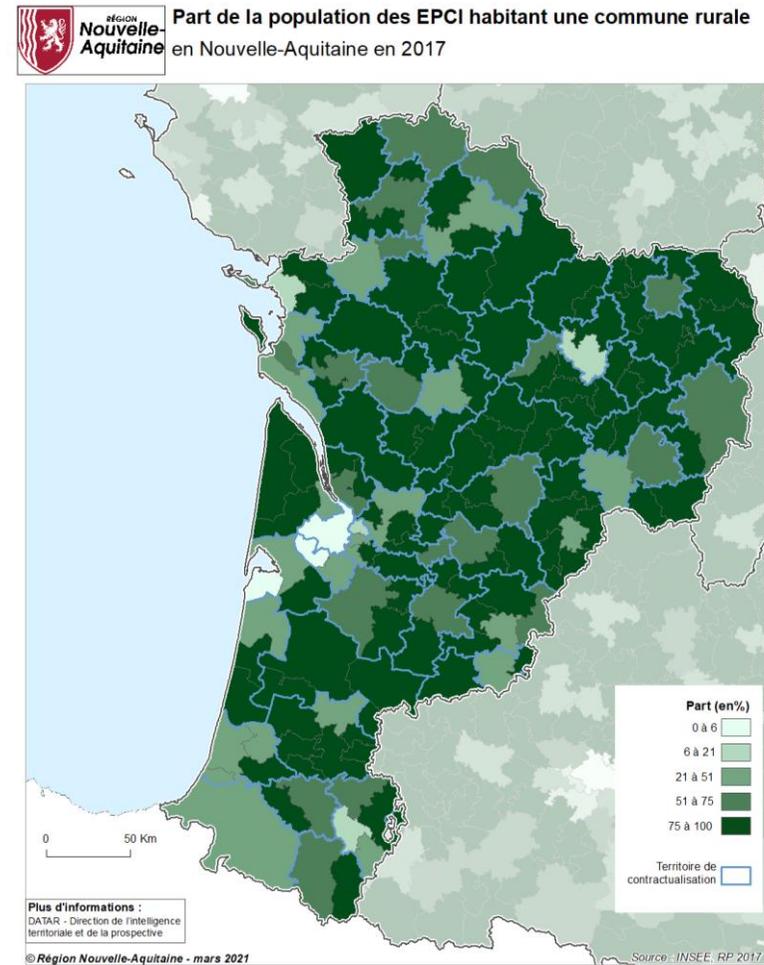
Sud Charente	Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 2					
	Population			% Population		
	rurale	urbaine	total	rurale	urbaine	total
CC des 4B Sud Charente	19 984	-	19 984	100%	0%	100%
CC Lavalette Tude Dronne	17 941	-	17 941	100%	0%	100%
Territoire de contractualisation	37 925	-	37 925	100%	0%	100%
<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>3 044 124</i>	<i>2 912 854</i>	<i>5 956 978</i>	<i>51%</i>	<i>49%</i>	<i>100%</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>21 616 456</i>	<i>43 022 677</i>	<i>64 639 133</i>	<i>33%</i>	<i>67%</i>	<i>100%</i>

Source : Insee, traitements DITP

carte 1 : grille de densité des EPCI



carte 2 : part de la population des EPCI habitant une commune rurale



## A2.1. Dynamiques démographiques : composantes naturelles et migratoires

La dynamique démographique d'un territoire est essentielle, car elle est en interaction avec les dynamiques économiques, sociales et environnementales. Pour mieux la cerner, il convient de décomposer le taux de croissance total de la population en une composante liée au solde naturel (lui-même lié à l'écart entre naissances et décès) et une composante dû au solde migratoire.

Le tableau ci-dessous présente les résultats pour le territoire de contractualisation et les EPCI qui le composent, ainsi que pour la région et la France métropolitaine. A partir de l'évolution totale et des contributions du solde naturel et migratoire, on peut qualifier plus précisément la dynamique démographique de chaque territoire (colonne typologie).

Sud Charente EPCI	Nombre d'EPCI du territoire : 2					typologie
	Population		taux de croissance annuel moyen			
	2012	2017	total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire	
CC des 4B Sud Charente	20 115	19 984	-0,13%	-0,27%	0,14%	décroissance liée au solde naturel
CC Lavalette Tude Dronne	18 182	17 941	-0,27%	-0,62%	0,35%	décroissance liée au solde naturel
<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>38 297</i>	<i>37 925</i>	<i>-0,20%</i>	<i>-0,44%</i>	<i>0,24%</i>	<i>décroissance liée au solde naturel</i>
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	<i>5 808 594</i>	<i>5 956 978</i>	<i>0,51%</i>	<i>-0,06%</i>	<i>0,57%</i>	<i>croissance liée au solde migratoire</i>
<i>France de province</i>	<i>51 477 469</i>	<i>52 464 253</i>	<i>0,38%</i>	<i>0,19%</i>	<i>0,19%</i>	<i>croissance totale</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>63 375 971</i>	<i>64 639 133</i>	<i>0,40%</i>	<i>0,32%</i>	<i>0,07%</i>	<i>croissance totale</i>

Source : Insee, traitements DITP

## A2.2. Dynamiques démographiques : projections départementales à 2050

Les projections départementales et régionales 2013-2050 se fondent sur le modèle Omphale 2017 de l'Insee (scénario central 2050). Ces chiffres correspondent au scénario central. Ce modèle est basé sur les populations départementales par sexe et âge au 1er janvier 2013, issues du recensement de la population. Il applique, pour chaque sexe et âge, des quotients d'émigration entre zones de départ et zones d'arrivée, ainsi que des quotients de fécondité et de mortalité. Les divers quotients sont déterminés en ne prenant en compte que les tendances de fécondité, mortalité et de migrations départementales observées par le passé. Ces projections ne peuvent donc s'assimiler à des prévisions : les hypothèses retenues ne sont pas probabilisées.

Le tableau ci-dessous présente les populations observées au dernier recensement (millésime 2017) et les populations projetées en 2050, ce qui permet de calculer un taux de croissance annuel moyen projeté. Sont présentés les résultats pour les 12 départements de Nouvelle-Aquitaine, pour la région, la France entière (hors Mayotte), la France métropolitaine et la France de Province.

Département	Population au recensement 2017	Population projetée en 2050	taux de croissance annuel moyen
Charente	352 335	371 000	0,16%
Charente-Maritime	644 303	773 000	0,55%
Corrèze	241 464	244 000	0,03%
Creuse	118 638	122 000	0,08%
Dordogne	413 606	446 000	0,23%
Gironde	1 583 384	1 968 000	0,66%
Landes	407 444	472 000	0,45%

Département	Population au recensement 2017	Population projetée en 2050	taux de croissance annuel moyen
Pyrénées-Atlantiques	677 309	780 000	0,43%
Deux-Sèvres	374 351	411 000	0,28%
Vienne	436 876	528 000	0,58%
Haute-Vienne	374 426	399 000	0,19%
<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>5 956 978</i>	<i>6 877 000</i>	<i>0,44%</i>
<i>France de province</i>	<i>52 613 872</i>	<i>58 812 000</i>	<i>0,34%</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>65 029 386</i>	<i>71 952 000</i>	<i>0,31%</i>

Source Insee, traitements DITP

### A3. Part et croissance des effectifs par grandes catégories sociales

A partir des données du recensement millésime 2012 et 2017, nous présentons ci-dessous les effectifs par catégories sociales. Le premier tableau présente la part de chaque catégorie dans l'ensemble en 2017. La partie basse présente les taux de croissance observés entre 2012 et 2017.

<b>Sud Charente</b>		Nombre d'EPCI du territoire : 2							
Effectifs 2017 par territoire (%)	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres personnes sans activité professionnelle	Ensemble
CC des 4B Sud Charente	3,4%	4,1%	3,9%	10,4%	15,0%	17,0%	35,4%	10,7%	100,0%
CC Lavalette Tude Dronne	3,6%	5,4%	3,7%	8,0%	13,7%	13,5%	39,5%	12,6%	100,0%
<i>Territoire de contractualisation</i>	3,5%	4,7%	3,8%	9,3%	14,4%	15,4%	37,4%	11,6%	100,0%
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	1,3%	4,0%	6,9%	13,0%	16,0%	12,2%	31,8%	14,6%	100,0%
<i>France de province</i>	1,0%	3,6%	7,6%	13,7%	16,0%	13,0%	28,9%	16,2%	100,0%
<i>France métropolitaine</i>	0,8%	3,5%	9,5%	14,2%	16,1%	12,2%	27,2%	16,5%	100,0%

Source : Insee, traitements DITP

#### A4. Dynamiques démographiques et dynamiques économiques

La dynamique démographique est un des déterminants importants de la dynamique économique, ne serait-ce qu'au travers des besoins en biens et services de la population. La corrélation entre taux de croissance de la population et taux de croissance de l'emploi est de ce fait plutôt élevée. Le tableau ci-dessous donne des indications sur des deux ensemble de dynamiques.

Les deux premières colonnes présentent les taux de croissance de la population et de l'emploi entre le recensement 2012 (période couverte 2010-2014) et le recensement 2017 (période couverte 2015-2019).

La troisième et la quatrième colonne donne une indication de la situation relative de chaque EPCI : la croissance de la variable analysée est dite « faible » si l'EPCI est dans le tiers des EPCI de plus faible taux, « médiane » si le taux est dans le tiers intermédiaire et « forte » si le taux est dans le tiers supérieur.

La dernière colonne permet d'identifier une éventuelle déconnexion entre le taux de croissance de l'emploi effectivement observé et celui auquel on s'attend compte-tenu du taux de croissance observé de la population. La croissance de l'emploi observée peut se révéler « inférieure », « conforme » ou bien « supérieure » à celle attendue compte-tenu de la dynamique démographique.

Sud Charente	Nombre d'EPCI du territoire : 2				
	taux de croissance 2012-2017		Situation relative du territoire		
	population	emploi	croissance population	croissance emploi	croissance emploi effective par rapport à l'attendu
CC des 4B Sud Charente	-0,65%	-1,38%	médiane	médiane	conforme
CC Lavalette Tude Dronne	-1,33%	-1,91%	faible	médiane	conforme
<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>-0,97%</i>	<i>-1,61%</i>			
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	<i>2,58%</i>	<i>0,80%</i>			
<i>France métropolitaine</i>	<i>1,99%</i>	<i>0,21%</i>			

Source : Insee, traitements DITP

### **B1.1. Impacts de la crise : évolution de l'emploi privé**

Nous avons analysé l'impact territorial de la crise à partir des données de l'Urssaf sur le sous-ensemble de l'emploi privé hors agriculture, par EPCI.

Le tableau ci-dessous présente les résultats obtenus. Les deux premières colonnes renseignent sur les effectifs totaux à fin décembre 2019 et à fin décembre 2020. La colonne suivante reprend la variation des effectifs en valeur absolue.

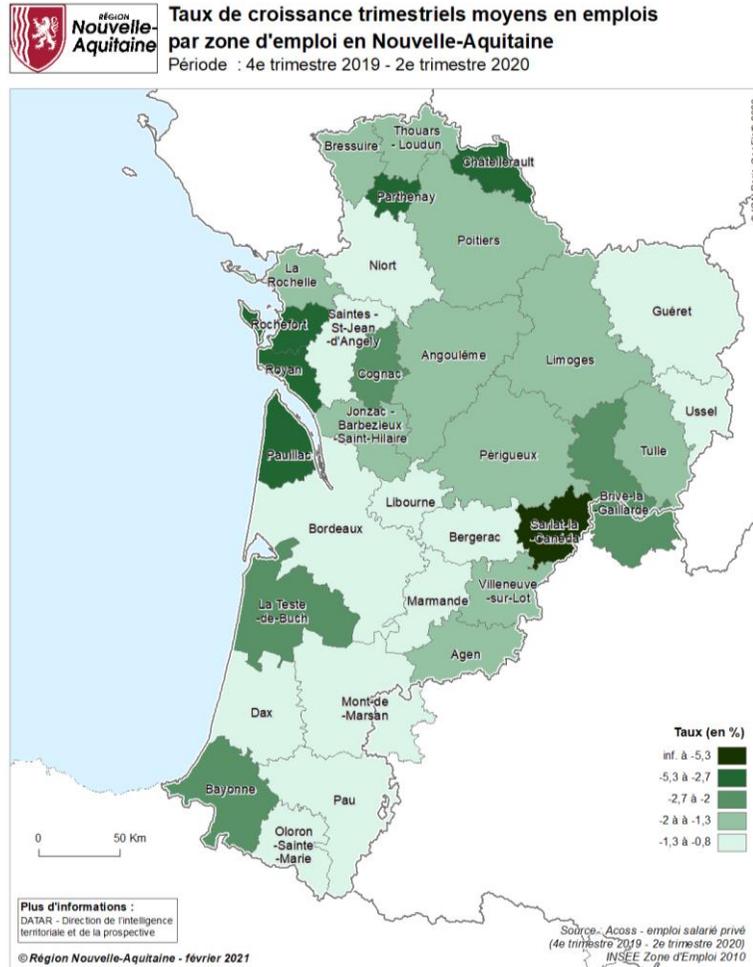
Les 4 colonnes suivantes présentent les résultats d'une analyse structurelle-résiduelle : cette analyse permet de décomposer le taux de croissance observé pour le territoire en question en trois effets : un effet national, qui correspond au taux de croissance de France métropolitaine, un effet structurel, qui est positif si le territoire est plutôt positionné sur des secteurs moins touchés par la crise et réciproquement, et un effet dit « local », ou « résiduel », qui peut résulter de tout un ensemble de déterminants que seule une analyse plus qualitative permettrait d'éclairer.

La dernière colonne rappelle la dynamique du territoire avant crise, sur la période 2014-2019, période de croissance continue de l'emploi à l'échelle du pays.

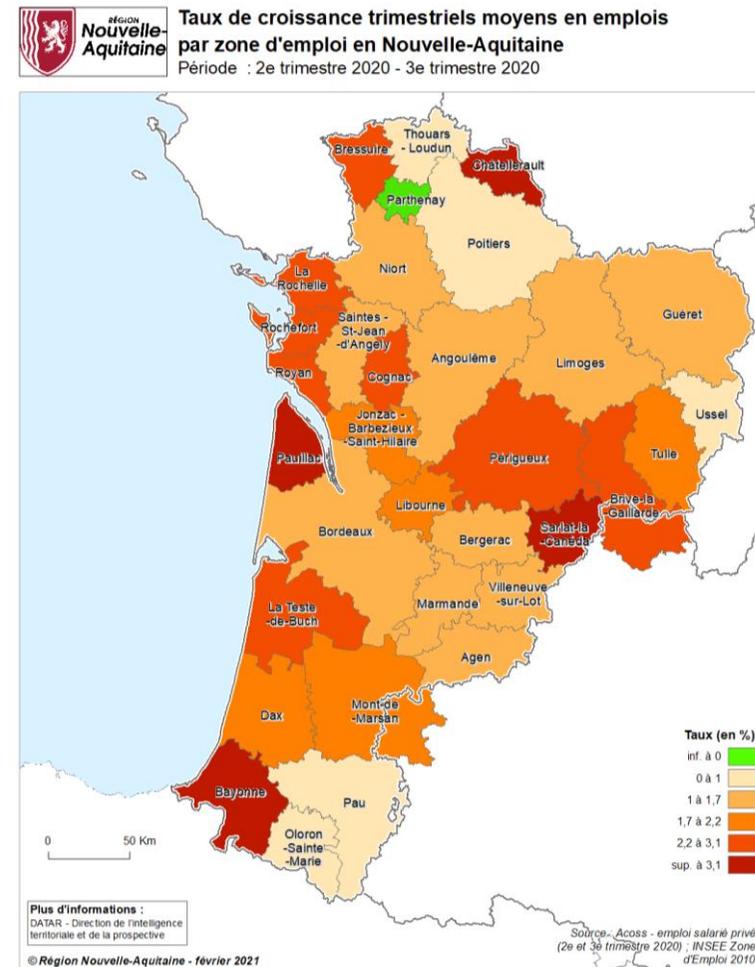
Sud Charente	Nombre d'EPCI du territoire : 2							
	effectifs 2019T4	effectifs 2020T4	variation	analyse structurelle-résiduelle				taux de croissance annuel
				taux de croissance	effet national	effet structurel	effet résiduel	
CC des 4B Sud Charente	3 442	3 366	-76	-2,21%	-1,74%	0,71%	-1,17%	1,17%
CC Lavalette Tude Dronne	2 570	2 511	-59	-2,30%	-1,74%	0,98%	-1,53%	-0,43%
<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>6 012</i>	<i>5 877</i>	<i>-135</i>	<i>-2,25%</i>	<i>-1,74%</i>	<i>0,82%</i>	<i>-1,33%</i>	<i>0,47%</i>
<i>Région Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>1 450 410</i>	<i>1 435 606</i>	<i>-14 804</i>	<i>-1,02%</i>	<i>-1,74%</i>	<i>0,11%</i>	<i>0,61%</i>	<i>1,39%</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>18 752 766</i>	<i>18 426 035</i>	<i>-326 731</i>	<i>-1,74%</i>				<i>1,31%</i>

*Données Acooss, traitements DITP*

carte 3 : taux de croissance trimestriels moyens en emplois, 2019T4-2020T2



carte 4 : taux de croissance trimestriels moyens en emplois, 2020T2-2020T3



## B1.2. Impacts de la crise : évolution de la demande d'emploi

Nous analysons les données de Pôle Emploi sur les demandeurs d'emploi des territoires de contractualisation afin de repérer les caractéristiques et les tendances du marché du travail entre décembre 2019 et décembre 2020. Le tableau ci-dessous présente la situation pour l'ensemble des catégories A (demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi), B (demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte, de 78 heures ou moins sur un mois) et C (demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue, de plus de 78 heures sur un du mois) et le sous-ensemble des catégories A. Il donne des détails pour les jeunes (moins de 26 ans), les seniors (50 ans et plus) et les durées longues (12 mois et plus) et très longues (24 mois et plus).

Sud Charente		Demandeurs d'emploi à Fin Décembre 2020					
<b>Par catégorie ABC et A</b>	DEFM ABC	Evolution sur un an (en valeur)	Evolution sur un an (en %)	dont DEFM A	Part de la catégorie A	Evolution sur un an (en %)	
	Sud Charente	2 900	151	5,5%	1 595	55,0%	8,4%
	Territoires ruraux néo-aquitains	47 809	1 535	3,3%	27 571	57,7%	4,4%
	Nouvelle-Aquitaine	521 740	21 670	4,3%	307 520	58,9%	7,2%
<b>Par tranche d'âge</b>	dont DEFM Jeunes	Part des jeunes	Evolution sur un an (en %)	dont DEFM seniors	Part des seniors	Evolution sur un an (en %)	
	Sud Charente	454	15,7%	14,1%	933	32,2%	4,5%
	Territoires ruraux néo-aquitains	7 507	15,7%	2,5%	14 947	31,3%	3,2%
	Nouvelle-Aquitaine	85 500	16,4%	7,0%	139 720	26,8%	4,7%
<b>Par ancienneté</b>	dont DEFM longue durée	Part des longue durée	Evolution sur un an (en %)	dont DEFM très longue durée	Part des très longue durée	Evolution sur un an (en %)	
	Sud Charente	1 527	52,7%	7,7%	921	31,8%	5,5%
	Territoires ruraux néo-aquitains	24 789	51,9%	7,2%	14 645	30,6%	6,4%
	Nouvelle-Aquitaine	256 030	49,1%	9,1%	145 220	27,8%	6,1%

Source : Pôle Emploi, traitements DITP

### B1.3. Impacts de la crise : métiers et familles de métiers

Nous analysons les données de Pôle Emploi sur les principaux métiers et familles de métiers sur lesquels se positionnent à deux niveaux de détail : i) le niveau le plus fin soit le code Rome du métier, ii) un niveau beaucoup plus agrégé, les familles de métiers. Les données sont présentées à fin décembre 2020 et à fin décembre 2019.

#### Sud Charente

##### Les 10 métiers sur lesquels on retrouve le plus de demandeurs d'emploi

Rome	DEFM ABC Déc 2020	DEFM ABC Déc 2019	Evolution
Assistance auprès d'enfants	156	153	2,0%
Arboriculture et viticulture	128	126	1,6%
Aide agricole de production fruitière ou viticole	109	116	-6,0%
Services domestiques	107	107	0,0%
Nettoyage de locaux	88	72	22,2%
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	88	67	31,3%
Entretien des espaces verts	75	74	1,4%
Assistance auprès d'adultes	70	70	0,0%
Secrétariat	66	52	26,9%
Personnel polyvalent des services hospitaliers	61	55	10,9%

Source : Pôle Emploi, traitements DITP

##### Les 10 familles de métiers sur lesquels on retrouve le plus de demandeurs d'emploi

Rome	DEFM ABC Déc 2020	DEFM ABC Déc 2019	Evolution
Services à la personne et à la collectivité	613	599	2,3%
Agriculture et pêche, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux	452	444	1,8%
Commerce, vente et grande distribution	326	327	-0,3%
Support à l'entreprise	259	228	13,6%
Industrie	220	209	5,3%
Transport et logistique	220	170	29,4%
Hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et animation	198	180	10,0%
Construction, bâtiment et travaux publics	144	150	-4,0%
Installation et maintenance	111	94	18,1%
Santé	106	112	-5,4%

## B2. Moteurs de développement

Le développement d'un territoire ne dépend pas que de sa capacité à produire des biens et services vendus potentiellement partout, qui génèrent des « revenus productifs exportateurs ». A côté de cette base, il existe d'autres moteurs de développement, qui conduisent à la formation d'autres types de revenus : les revenus publics (salaires des actifs des trois fonctions publiques), sociaux (prestations et transferts sociaux) et résidentiels. Les revenus résidentiels peuvent eux-mêmes être décomposés en revenus des retraités, revenus touristiques, revenus des capitaux et fonciers et revenus pendulaires. Le tableau ci-dessous présente le poids de chacun d'eux, ainsi que celui de territoires comparables et ceux de l'ensemble de la région (données 2016).

Dans un deuxième temps, il convient d'identifier, dans l'ensemble des revenus du territoire, la part de ceux qui sont dépensés localement. Les résultats sont présentés dans la partie basse du tableau ci-dessous. Le potentiel de dépenses locales correspond au revenu global par habitant (revenus des habitants mais aussi revenus issus du tourisme), c'est le montant maximal qui pourrait être dépensé localement, s'il y était entièrement consommé. Le nombre d'emploi présentiel par million de revenu est une façon d'approcher la propension locale à consommer : l'idée est que si la propension locale à consommer est plus forte, on doit s'attendre à observer plus d'emplois présentsiels sur le territoire en question. La densité en emploi présentiel est une autre façon de l'approcher, les deux derniers indicateurs sont d'ailleurs bien corrélés.

		Territoire de contractualisation <b>Sud Charente</b>	Territoire de référence Territoires ruraux néo-aquitains	Moyenne des territoires de Nouvelle-Aquitaine
Trois premiers moteurs	Revenus productifs exportateurs	13,1%	10,3%	13,8%
	Revenus publics	5,6%	5,7%	8,6%
	Revenus sociaux	17,8%	16,1%	14,8%
Moteur résidentiel	Pension de retraite	30,6%	32,0%	30,5%
	Dépenses touristiques	12,0%	17,2%	14,7%
	Revenus des capitaux et fonciers	2,5%	2,4%	3,6%
	Revenus "pendulaires"	18,4%	16,3%	14,0%
Total		100,0%	100,0%	100,0%
Potentiel de dépenses locales (en € / hab.)		16 271 €	17 316 €	17 166 €
Densité emplois présentsiels (emp. Prés. / 100 hab.)		9,0	7,8	13,4

Source : OPC, traitements DITP

### B3.1. Spécialisations économiques : ensemble des activités

Nous avons analysé le poids des secteurs d'activités économiques en nous appuyant sur les données du recensement millésime 2017 (qui couvrent la période 2015-2019), selon une nomenclature en 38 secteurs.

Une première façon de procéder consiste à repérer les secteurs qui pèsent le plus dans l'emploi du territoire en question. Les résultats de cette première approche sont repris dans le tableau du haut, qui présente les effectifs et le poids des 5 secteurs qui pèsent le plus, ainsi que leur poids en Région Nouvelle-Aquitaine et en France métropolitaine.

Une deuxième approche consiste à repérer les secteurs dont le poids dans le territoire est supérieur au poids du même secteur en France métropolitaine. On parle alors de secteurs spécifiques. Le tableau du bas présente les effectifs des 5 secteurs les plus spécifiques du territoire, ainsi que l'indice de spécificité du territoire et de la Région dans son ensemble. Un indice de 2, par exemple, signifie que le secteur en question pèse deux fois plus sur le territoire que France entière.

#### Sud Charente

Top 5 Spécialisation	effectifs du TC	Poids du secteur		
		TC	Région	France
Agriculture, sylviculture et pêche	1 799	13,7%	5,0%	2,6%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 782	13,6%	13,3%	12,7%
Hébergement médico-social et social et action sociale sans héb.	1 701	13,0%	9,1%	7,6%
Construction	1 200	9,1%	7,0%	6,4%
Activités pour la santé humaine	891	6,8%	7,4%	7,0%

Poids des 5 premiers  
secteurs de spécialisation  
dans l'ensemble des  
effectifs du territoire  
56%

Top 5 Spécificité	effectifs du TC	spécificité	
		TC	Région
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	600	6,1	1,7
Agriculture, sylviculture et pêche	1 799	5,2	1,9
Fabrication de denrées alimentaires, boissons, tabac	507	1,7	1,2
Hébergement médico-social et social et action sociale sans héb.	1 701	1,7	1,2
Construction	1 200	1,4	1,1

Poids des 5 secteurs les  
plus spécifiques dans  
l'ensemble des effectifs du  
territoire  
44%

Source : Insee, traitements DITP

### B3.2. Spécialisations économiques : activité privée hors agriculture

L'analyse des données Acoff-Urssaf permet d'obtenir des résultats plus précis et récents que ceux du recensement de la population mais dans un champ restreint de l'économie : le secteur privé hors agriculture. Les résultats portent sur l'emploi salarié du champ privé au 31 décembre 2019 en 88 secteurs d'activités, nous proposons également d'étudier l'évolution de l'emploi salarié privé entre 2014 et 2019 : période macroéconomique de création d'emploi privé en France (+6,7% sur la période).

Les résultats du tableau du haut présente les effectifs et le poids des 5 secteurs d'activités qui pèsent le plus sur le territoire, ainsi que leur poids en Région Nouvelle-Aquitaine et en France métropolitaine. Le tableau du bas présente les effectifs des 5 secteurs les plus spécifiques du territoire, ainsi que l'indice de spécificité du territoire et de la Région dans son ensemble. Un indice de 2, par exemple, signifie que le secteur en question pèse deux fois plus sur le territoire que France métropolitaine.

Sud Charente					
Top 5 Spécialisation	Effectifs salariés en 2019	Poids du secteur dans l'emploi du territoire	Evolution 2014 - 2019	Poids du secteur en France métropolitaine	Evolution 2014 - 2019 en France métropolitaine
Travaux de construction spécialisés	757	12,6%	3,0%	6,1%	4,8%
Commerce de détail [...]	735	12,2%	12,6%	9,5%	4,9%
Transports terrestres et [...] par conduites	540	9,0%	50,4%	4,1%	1,4%
Commerce de gros [...]	460	7,7%	15,0%	5,0%	2,1%
Action sociale sans hébergement	428	7,1%	-6,6%	3,9%	10,8%

Poids des 5 premiers secteurs du territoire dans l'emploi total : 48,6%

Top 5 Spécificité	Effectifs salariés en 2019	Indice de spécificité (2019)	Indice de spécificité NA (2019)	Poids du secteur dans l'emploi du territoire	Evolution 2014 - 2019	Evolution 2014 - 2019 en France métropolitaine
Industrie du papier et du carton	422	22,3	2,1	7,0%	-6,0%	-7,2%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	102	6,2	1,0	1,7%	13,3%	-15,1%
Travail du bois [...]	82	5,3	2,8	1,4%	-36,4%	-4,4%
Hébergement médico-social et social	397	2,5	1,3	6,6%	-10,4%	3,7%
Industries alimentaires	358	2,4	1,2	6,0%	-11,4%	4,9%

Poids des 5 secteurs les plus spécifiques du territoire dans l'emploi total : 22,6%

Source : Acoff-Urssaf, traitements DITP

### B3.3. Analyse structurelle-résiduelle de l'emploi privé depuis 2009

Le taux de croissance de l'emploi d'un territoire peut être décomposé en trois effets : i) un effet national : le taux de croissance du territoire dépend pour partie de la dynamique macro-économique, ii) un effet de spécialisation : des territoires peuvent avoir une meilleure dynamique car ils sont plus spécialisés sur les secteurs globalement dynamiques et/ou moins spécialisés sur les secteurs en déclin, iii) un effet dit « local » ou « géographique », qui est en fait la composante du taux de croissance qui n'est expliqué ni par l'effet macroéconomique, ni par l'effet de spécialisation.

Nous mobilisons cette méthode de décomposition en nous appuyant sur les données Urssaf sur les salariés, par secteur A88, sur la période 2009-2019 d'une part, et sur la sous-période 2014-2019 d'autre part (période continue de croissance). Le tableau ci-dessous présente la croissance des EPCI et sa décomposition selon les trois effets.

Sud Charente	Nombre d'EPCI du territoire : 2							
	taux de croissance 2009-2019				taux de croissance 2014-2019			
	effet national	effet structurel	effet local	taux EPCI	effet national	effet structurel	effet local	taux EPCI
CC des 4B Sud Charente	7,48%	-5,63%	1,76%	3,61%	6,73%	-2,67%	1,90%	5,97%
CC Lavalette Tude Dronne	7,48%	-2,45%	-8,39%	-3,36%	6,73%	-2,68%	-6,45%	-2,40%
<i>Territoire de contractualisation</i>	7,48%	-4,22%	-2,74%	0,52%	6,73%	-2,67%	-1,83%	2,23%
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	7,48%	-0,38%	1,14%	8,25%	6,73%	-0,39%	0,75%	7,09%
<i>France métropolitaine</i>	7,48%				6,73%			

Source : Acoiss-Urssaf, traitements DITP

### **B4.1. Zoom sur l'économie sociale et solidaire**

Plutôt que d'analyser l'activité économique par la nature des produits fabriqués, qui donne lieu à la définition de secteurs, il est possible de se focaliser sur la nature juridique des entités, en distinguant notamment les structures publiques, privées, et celles de l'économie sociale et solidaire (ESS), qui rassemble des associations, des coopératives, des mutuelles et des fondations.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Nouvelle-Aquitaine (CRESS), nous disposons de données sur le nombre d'établissements et sur les effectifs de ces trois grandes catégories (ESS, Public, Privé) à une échelle géographique fine (EPCI) pour l'année 2015.

EPCI	Nombre d'EPCI du territoire : 2							
	nombre d'établissements				effectifs			
	ESS	Public	Privé	Total	ESS	Public	Privé	Total
CC des 4B Sud Charente	7,1%	11,2%	81,7%	962	9,9%	27,0%	63,1%	5 233
CC Lavalette Tude Dronne	9,4%	17,6%	73,0%	682	23,0%	20,8%	56,2%	3 389
<i>Territoire de contractualisation</i>	8,0%	13,9%	78,1%	1 644	15,0%	24,6%	60,4%	8 622
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	10,2%	8,3%	81,5%	219 916	12,0%	27,8%	60,2%	1 855 709
<i>France métropolitaine</i>	9,6%	8,1%	82,3%	3 050 662	10,7%	24,9%	64,4%	27 754 807

Source : Observatoire de la CRESS, traitements DITP

## B4.2. Zoom sur le tourisme

Le Tourisme est une activité économique importante, en France comme en Nouvelle-Aquitaine. Nous disposons malheureusement de peu de données, car c'est une activité transversale aux secteurs d'activité traditionnellement renseignés. Nous exploitons ici des données Insee pour l'année 2019, qui permettent d'approcher l'offre et la demande touristique. Côté offre, nous disposons du nombre d'emplacements de campings, de chambres d'hôtels et d'unités d'hébergement des autres structures (villages vacances, résidences de tourisme, auberges de jeunesse). Ceci nous permet de calculer côté gauche du tableau, le nombre de places disponibles à l'échelle des EPCI, des territoires de contractualisation, de la Région et de la France.

Côté demande, nous ne disposons de données qu'à l'échelle des départements, sur le nombre de nuitées, pour les campings et les hôtels seulement. Pour approcher la demande adressée à chaque EPCI et territoire de contractualisation, nous ventilons la demande départementale au prorata du nombre d'emplacements de campings, d'une part, et de chambres d'hôtels, d'autre part, dont ils disposent. Les données sont également exprimées en milliers d'habitants. L'hypothèse implicite, à garder en tête quand on interprète les résultats, est que les taux d'occupation des hôtels et campings sont les mêmes pour tous les territoires d'un même département.

<b>Sud Charente</b>	Nombre d'EPCI du territoire : 2				
EPCI	Places par milliers d'habitants			nuitées par milliers	
	ensemble des structures	campings	hôtels	campings	hôtels
CC des 4B Sud Charente	7,3	4,5	2,8	0,4	0,7
CC Lavalette Tude Dronne	8,0	5,5	1,2	0,5	0,3
<i>Territoire de contractualisation</i>	7,6	5,0	2,0	0,4	0,5
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	44,9	30,0	9,3	4,6	2,7
<i>France métropolitaine</i>	28,1	14,1	10,0	2,0	3,3

Source : Insee, traitements DITP

## B5. Liste des principaux établissements

Sud Charente				
Nom de l'entreprise ou de l'établissement	Tranche effectifs	Activité principale	Commune	EPCI
CENTRE HOSPITALIER	250 à 499 salariés	Activités hospitalières	Barbezieux-Saint-Hilaire	CC des 4B Sud Charente
CAT DE LA TOUR D YVIERS	200 à 249 salariés	Aide par le travail	Yviers	CC Lavalette Tude Dronne
VENTHENAT	100 à 199 salariés	Fabrication de papier et de carton	Barbezieux-Saint-Hilaire	CC des 4B Sud Charente
ASS GLEPA DU TASTET	100 à 199 salariés	Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines	Reignac	CC des 4B Sud Charente
FORNEL FRERES	100 à 199 salariés	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes	Barbezieux-Saint-Hilaire	CC des 4B Sud Charente
SOCIETE DE DISTRIBUTION BARBEZILIENNE	100 à 199 salariés	Hypermarchés	Barbezieux-Saint-Hilaire	CC des 4B Sud Charente
INSTITUT MEDICO EDUCATIF MARC SIGNAC	100 à 199 salariés	Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	Montmoreau	CC Lavalette Tude Dronne
AHLSTROM MUNKSJO SPECIALTIES	100 à 199 salariés	Fabrication de papier et de carton	Saint-Séverin	CC Lavalette Tude Dronne
SOCIETE NOUVELLE BALLUTEAUD	100 à 199 salariés	Fabrication de cartonnages	Montmoreau	CC Lavalette Tude Dronne
SWEETCOM	100 à 199 salariés	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	Laprade	CC Lavalette Tude Dronne

## C1. Dynamiques du chômage et de l'emploi

Nous avons analysé l'évolution du chômage à l'échelle des EPCI, en s'appuyant sur les données les plus récentes disponibles (recensement millésime 2017, qui couvre la période 2015-2019), ainsi que le lien entre dynamique du chômage et dynamique de l'emploi entre les recensements 2012 (période couverte 2010-2014) et 2017, toujours à la même échelle. La géographie des taux de chômage est particulièrement stable dans le temps : **les taux de chômage 2012 « expliquent » 93% des taux de chômage 2017**. La colonne « chômage initial » du tableau ci-dessous résume la situation initiale de chaque EPCI : elle est faible si l'EPCI est dans le tiers des EPCI de France métropolitaine au plus faible taux de chômage, médiane si elle est dans le tiers intermédiaire, forte si elle est dans le tiers supérieur.

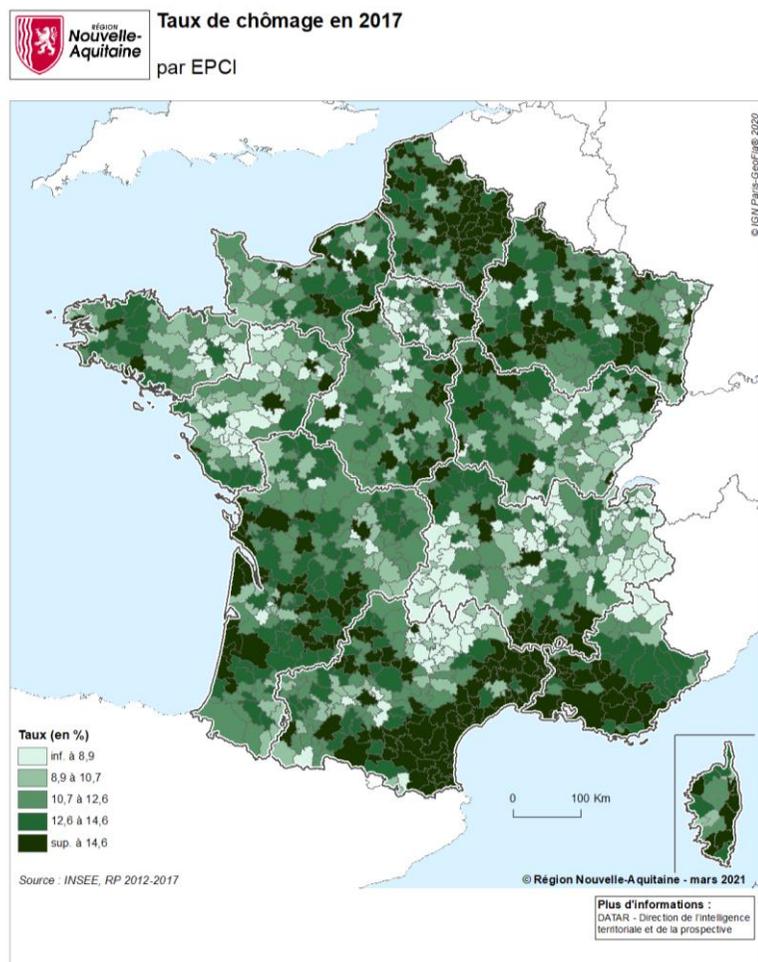
**Ceci n'empêche pas quelques évolutions dans la situation relative des territoires.** En Nouvelle-Aquitaine, on observe notamment 27 EPCI qui ont des taux de chômage en 2017 très supérieurs à ce que l'on pouvait attendre compte-tenu de leur niveau de chômage en 2012, elles sont en situation de **dégradation** relative. A l'inverse, 15 voient leur situation relative s'améliorer (**amélioration**). La dynamique des 110 autres est conforme à ce qui était attendu (**conforme à l'attendu**). La situation de chaque EPCI est résumée dans la colonne « dynamique chômage » du tableau ci-dessous.

Le croisement des taux de croissance du chômage et des taux de croissance de l'emploi montre qu'ils ne sont pas liés à l'échelle territoriale. Le fait qu'un EPCI créé beaucoup d'emplois ne garantit pas que le taux de chômage va baisser. A l'inverse, des EPCI dont l'emploi baisse peuvent connaître une baisse du taux de chômage. Toutes les situations coexistent. La situation en termes d'emploi est résumée dans la dernière colonne du tableau : elle est faible si l'EPCI est dans le tiers des EPCI de France métropolitaine aux taux de croissance de l'emploi les plus faibles, médiane si elle est dans le tiers intermédiaire, forte si elle est dans le tiers supérieur.

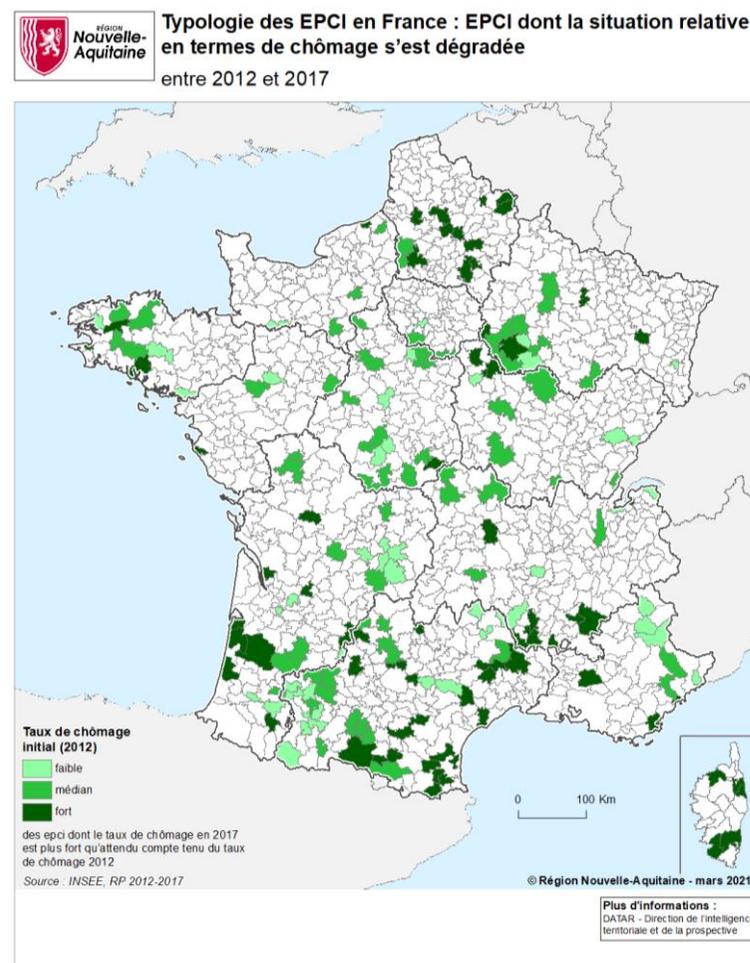
Sud Charente	Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 2					
EPCI	Taux de chômage		chômage initial	dynamique chômage	taux de croissance de l'emploi	dynamique emploi
	2010-2014	2015-2019				
CC des 4B Sud Charente	10,2%	11,8%	médian	conforme à l'attendu	-1,4%	médiane
CC Lavalette Tude Dronne	11,6%	13,1%	médian	conforme à l'attendu	-1,9%	médiane
<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>12,3%</i>	<i>13,3%</i>			<i>0,8%</i>	
<i>France métropolitaine</i>	<i>12,8%</i>	<i>13,5%</i>			<i>0,2%</i>	

Source : Insee, traitements DITP

carte 5 : taux de chômage en 2017



carte 6 : EPCI dont la situation relative en termes de de chômage s'est dégradée



## C2. Pauvreté et inégalités

Nous avons analysé le degré de pauvreté et le degré d'inégalité des niveaux de vie des ménages, en mobilisant les données sur les revenus des ménages par unité de consommation fournies par l'Insee (base Filosofi, données 2017). Degré de pauvreté et degré d'inégalité ne sont pas deux variables bien corrélées : certains territoires sont « pauvres » et inégalitaires, d'autres « pauvres » et égalitaires, d'autres encore « riches » et inégalitaires, d'autres enfin « riches » et égalitaires.

Le degré de pauvreté est mesuré par le 1<sup>er</sup> décile de revenu, c'est-à-dire le revenu par unité de consommation tel que 10% des ménages perçoivent un revenu inférieur et 90% un revenu supérieur. Plus le 1<sup>er</sup> décile est élevé, moins le territoire est « pauvre ». Le degré d'inégalité est mesuré par le rapport entre le 9<sup>ème</sup> décile de revenu (revenu tel que 10% des ménages ont un revenu supérieur et 90% un revenu inférieur) et le 1<sup>er</sup> décile de revenu. On appelle ce rapport le rapport interdécile, plus il est élevé, plus les inégalités sont fortes.

On situe enfin chaque EPCI dans l'ensemble des EPCI françaises, pour définir leur situation relative en termes de pauvreté et d'inégalité. La situation en termes de pauvreté sera qualifiée de « faible » si l'EPCI est dans le tiers des EPCI les moins pauvres, de « médiane » s'il est dans le tiers intermédiaire, de « forte » s'il est dans le tiers supérieur. Il en va de même pour l'inégalité.

<b>Sud Charente</b>		Nombre d'EPCI du territoire : 2			
EPCI	degré de pauvreté	Médiane du revenu	degré d'inégalité	Situation relative	
				pauvreté	inégalité
CC des 4B Sud Charente	11 110 €	19 330 €	3,00	forte	médiane
CC Lavalette Tude Dronne	10 430 €	18 670 €	3,00	forte	médiane
<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>10 770 €</i>	<i>19 010 €</i>	<i>2,98</i>		
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	<i>11 530 €</i>	<i>20 670 €</i>	<i>3,10</i>		
<i>France métropolitaine</i>	<i>11 220 €</i>	<i>21 110 €</i>	<i>3,40</i>		

Source : Insee, traitements DITP

## D1. Accès aux équipements et aux services (partie 1)

Nous traitons dans cette fiche détaillée la question de l'accès aux équipements et aux services des populations en nous appuyant sur [le travail réalisé par l'Inrae et l'Anct](#) à l'échelle des communes de France métropolitaine, qui s'appuie sur la base des équipements permanents de l'Insee de 2017 (185 équipements et services recensés). Ce travail permet de classer les communes en 5 catégories : les communes non centre (communes de niveau 0, au nombre de 24 067), les communes centres locaux (niveau 1 au nombre de 7 010, qui rassemblent une douzaine de services et d'équipements du quotidien), les communes centres intermédiaires (niveau 2, 2 880 communes, une vingtaine de services et d'équipements de plus), les communes centres structurants (niveau 3, 742 communes, 70 services et équipements environ) et les communes centres majeurs (niveau 4, 142, la quasi-totalité des services et équipements).

La partie gauche du tableau ci-dessous présente la part de la population de chaque EPCI, du territoire de contractualisation, de la région et du pays qui réside dans chaque catégorie de commune. La partie droite du tableau présente le temps d'accès (en minutes) aux centres de chaque niveau, pour les communes de niveau inférieur, pour les mêmes échelles de territoire. Il permet donc de situer de manière synthétique les territoires étudiés à deux niveaux : de quel niveau d'équipement dispose-t-on sur place ? Si on n'en dispose pas, à quelle distance-temps en est-on ?

Sud Charente	Nombre d'EPCI du territoire : 2								
	part de la population résidant dans des communes de niveau :					temps d'accès moyen (en minutes) au niveau			
	niveau 0	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4
CC des 4B Sud Charente	63%	14%	0%	23%	0%	6,2	9,2	10,8	29,6
CC Lavalette Tude Dronne	65%	6%	28%	0%	0%	6,3	8,1	22,2	41,7
<i>Territoire de contractualisation (nb. communes)</i>	<i>81</i>	<i>5</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>0</i>				
<i>Territoire de contractualisation (% pop.)</i>	<i>64%</i>	<i>10%</i>	<i>13%</i>	<i>12%</i>	<i>0%</i>	<i>6,2</i>	<i>8,7</i>	<i>16,9</i>	<i>35,3</i>
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	<i>19%</i>	<i>23%</i>	<i>23%</i>	<i>19%</i>	<i>17%</i>	<i>6,5</i>	<i>9,9</i>	<i>19,1</i>	<i>32,6</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>13%</i>	<i>18%</i>	<i>23%</i>	<i>24%</i>	<i>22%</i>	<i>6,5</i>	<i>9,4</i>	<i>16,7</i>	<i>27,9</i>

Données Inrae-Anct, traitements DITP

## D1. Accès aux équipements et aux services (partie 2)

Nous continuons à traiter dans cette deuxième partie de la fiche détaillée la question de l'accès aux équipements et aux services des populations en nous appuyant sur [le travail réalisé par l'Inrae et l'Anct](#) à l'échelle des communes de France métropolitaine, qui s'appuie sur la base des équipements permanents de l'Insee de 2017 (185 équipements et services recensés). Comme indiqué dans la partie 1, ce travail permet de classer les communes en 5 catégories : les communes non centre (communes de niveau 0, au nombre de 24 067), les communes centres locaux (niveau 1 au nombre de 7 010, qui rassemblent une douzaine de services et d'équipements du quotidien), les communes centres intermédiaires (niveau 2, 2 880 communes, une vingtaine de services et d'équipements de plus), les communes centres structurants (niveau 3, 742 communes, 70 services et équipements environ) et les communes centres majeurs (niveau 4, 142, la quasi-totalité des services et équipements).

Le tableau ci-dessous se focalise sur la question des temps d'accès, il permet de situer le territoire étudié par rapport à la France métropolitaine, d'une part, et par rapport à la moyenne régionale, d'autre part. La partie gauche du tableau présente la situation par rapport à l'ensemble national : l'accessibilité est dite faible si l'EPCI est dans le tiers des EPCI pour lesquelles le temps d'accès est le plus élevé, médiane si elle est dans le tiers intermédiaire et forte si elle est dans le tiers supérieur. La partie droite rapporte le temps d'accès de l'EPCI à celui observé en moyenne régionale.

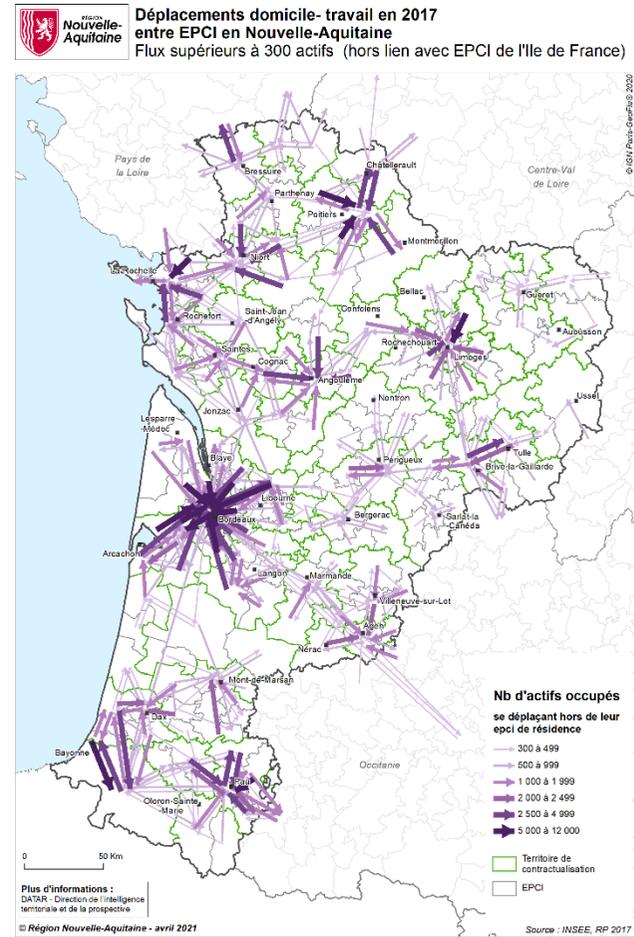
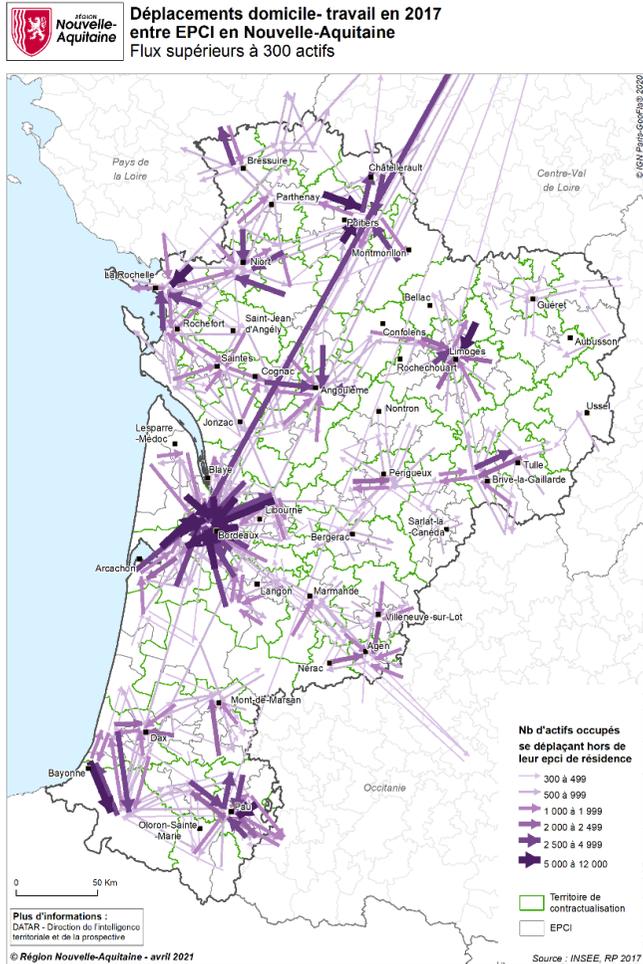
EPCI/TC	situation relative de l'EPCI par rapport à l'ensemble des				temps moyen d'accès du territoire/temps moyen			
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4
CC des 4B Sud Charente	médiane	médiane	forte	médiane	0,96	0,93	0,56	0,91
CC Lavalette Tude Dronne	médiane	forte	faible	faible	0,97	0,82	1,16	1,28
<i>Territoire de contractualisation</i>					<i>0,96</i>	<i>0,88</i>	<i>0,88</i>	<i>1,08</i>
<i>Données Inrae-Anct, traitements DITP</i>								

## D2. Les mobilités domicile-travail (partie 1)

Nous avons analysé les déplacements domicile-travail en nous appuyant sur les données du recensement millésime 2017 (qui couvre la période 2015-2019). Nous distinguons les personnes qui résident et travaillent dans la même commune, dans le même EPCI (hors même commune), dans le même territoire de contractualisation (hors même EPCI), dans un autre territoire de contractualisation de Nouvelle-Aquitaine et hors région. Nous pouvons adopter deux approches complémentaires : partir du nombre de personnes qui résident dans un EPCI et repérer leur lieu de travail (partie haute du tableau ci-dessous) ou partir du nombre de personnes qui travaillent dans un EPCI et repérer leur lieu de résidence (partie basse du tableau).

<b>Sud Charente</b>		Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 2					
EPCI	commune	autres communes de l'EPCI	Autres EPCI du Territoire de contractualisation	Autres Territoires de contractualisation de la Région	Hors Région	habitants actifs occupés	
<i>EPCI domicile</i>	CC des 4B Sud Charente	30,7%	29,5%	4,2%	33,9%	1,6%	8 238
	CC Lavalette Tude Dronne	38,1%	25,0%	4,5%	30,4%	2,0%	6 481
	<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>34,0%</i>	<i>27,5%</i>	<i>4,3%</i>	<i>32,4%</i>	<i>1,8%</i>	<i>14 719</i>
	<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>35,2%</i>	<i>33,8%</i>	<i>8,5%</i>	<i>19,4%</i>	<i>3,1%</i>	<i>2 341 499</i>
							Emplois
<i>EPCI travail</i>	CC des 4B Sud Charente	34,3%	32,9%	3,9%	27,9%	1,0%	7 385
	CC Lavalette Tude Dronne	43,0%	28,2%	6,1%	21,6%	1,1%	5 738
	<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>38,1%</i>	<i>30,8%</i>	<i>4,9%</i>	<i>25,1%</i>	<i>1,1%</i>	<i>13 123</i>
	<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>35,6%</i>	<i>34,2%</i>	<i>8,6%</i>	<i>19,6%</i>	<i>2,0%</i>	<i>2 318 452</i>

Source : Insee, traitements DITP



## D2. Les mobilités domicile-travail (partie 2)

En complément de la partie 1, nous présentons ci-dessous les principaux flux domicile-travail entrants et sortants entre EPCI, qu'il s'agisse d'EPCI du territoire de contractualisation ou non. La base de données mobilisée est toujours la même, il s'agit des données les déplacements domicile-travail issues du recensement millésime 2017 (qui couvre la période 2015-2019).

Territoire de contractualisation

**Sud Charente**

Total flux entrants : 4 076

Total flux sortants : 5 671

### Principaux flux entrants

EPCI de domicile	EPCI de travail	Effectifs	Hors TC	Hors Région
CC de la Haute-Saintonge	CC des 4B Sud Charente	687	X	
CA du Grand Angoulême	CC des 4B Sud Charente	546	X	
CA du Grand Cognac	CC des 4B Sud Charente	506	X	
CA du Grand Angoulême	CC Lavalette Tude Dronne	477	X	
CC des 4B Sud Charente	CC Lavalette Tude Dronne	348		
CC Lavalette Tude Dronne	CC des 4B Sud Charente	290		
CC du Périgord Ribéracois	CC Lavalette Tude Dronne	205	X	
CC de la Haute-Saintonge	CC Lavalette Tude Dronne	136	X	
CC du Pays de Saint-Aulaye	CC Lavalette Tude Dronne	105	X	
CA du Grand Cognac	CC Lavalette Tude Dronne	61	X	

### Principaux flux sortants

EPCI de domicile	EPCI de travail	Effectifs	Hors TC	Hors Région
CC Lavalette Tude Dronne	CA du Grand Angoulême	1 203	X	
CC des 4B Sud Charente	CA du Grand Angoulême	1 162	X	
CC des 4B Sud Charente	CA du Grand Cognac	691	X	
CC des 4B Sud Charente	CC de la Haute-Saintonge	481	X	
CC des 4B Sud Charente	CC Lavalette Tude Dronne	348		
CC Lavalette Tude Dronne	CC des 4B Sud Charente	290		
CC Lavalette Tude Dronne	CC du Périgord Ribéracois	171	X	
CC Lavalette Tude Dronne	CC du Pays de Saint-Aulaye	96	X	
CC Lavalette Tude Dronne	CC de la Haute-Saintonge	91	X	
CC Lavalette Tude Dronne	CA du Grand Cognac	81	X	

### D3. Les déménagements

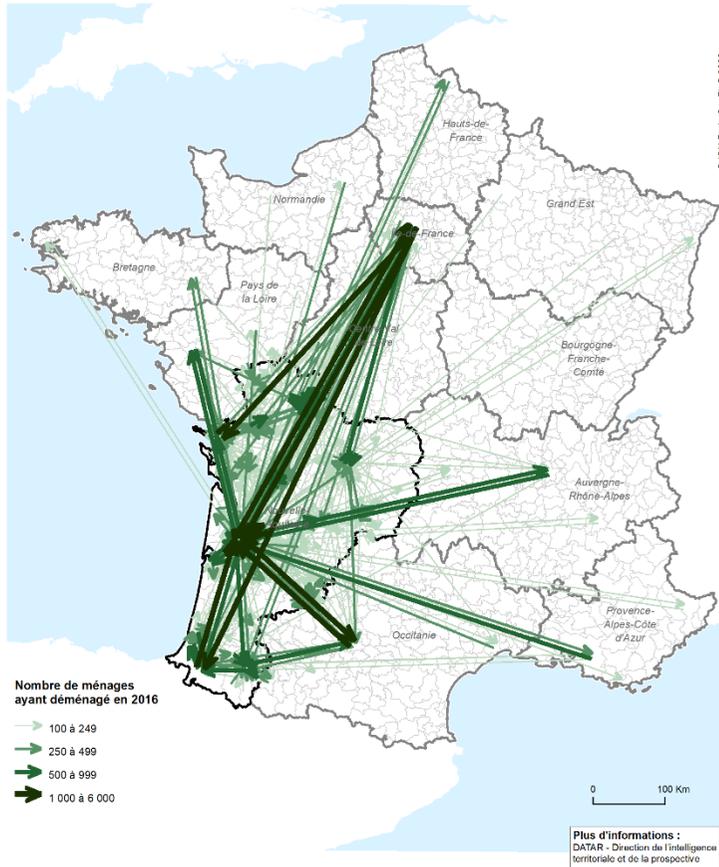
Nous avons analysé les déménagements en nous appuyant sur les données du recensement millésime 2017 (qui couvre la période 2015-2019). Nous distinguons les personnes qui n'ont pas déménagé et parmi celles qui ont déménagé, celles qui sont restées dans la même commune, une autre commune de l'EPCI, un autre EPCI du territoire de contractualisation, un autre territoire de contractualisation de Nouvelle-Aquitaine et hors région. Nous pouvons adopter deux approches complémentaires : partir du nombre de personnes qui résident dans un EPCI du TC analysé au moment où ils sont recensés (partie basse du tableau) ou du nombre de personnes qui résidaient dans un EPCI du TC un an auparavant (partie haute du tableau).

<b>Sud Charente</b>		Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation :						2
EPCI		non déménagement	déménagement					nb. hab. année n-1
			même commune	Autre commune de l'EPCI	Autre EPCI du TC	Autre TC	Hors région	
<b>EPCI d'origine</b>	CC des 4B Sud Charente	91,4%	2,0%	2,7%	0,2%	3,2%	0,5%	19 435
	CC Lavalette Tude Dronne	93,1%	1,2%	2,0%	0,3%	2,9%	0,5%	17 621
	<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>92,2%</i>	<i>1,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>0,3%</i>	<i>3,0%</i>	<i>0,5%</i>	<i>37 056</i>
	<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>89,1%</i>	<i>3,4%</i>	<i>2,9%</i>	<i>0,7%</i>	<i>2,5%</i>	<i>1,4%</i>	<i>5 818 016</i>
								nb. hab. année n
<b>EPCI de destination</b>	CC des 4B Sud Charente	90,2%	2,0%	2,6%	0,3%	3,5%	1,3%	19 689
	CC Lavalette Tude Dronne	92,6%	1,2%	2,0%	0,3%	2,1%	1,9%	17 716
	<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>91,3%</i>	<i>1,6%</i>	<i>2,3%</i>	<i>0,3%</i>	<i>2,9%</i>	<i>1,6%</i>	<i>37 405</i>
	<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	<i>88,2%</i>	<i>3,3%</i>	<i>2,9%</i>	<i>0,7%</i>	<i>2,5%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100%</i>

Source : Insee, traitements DITP



**Migrations résidentielles au cours de l'année 2016  
entre EPCI en Nouvelle-Aquitaine**  
Flux supérieurs à 100 ménages

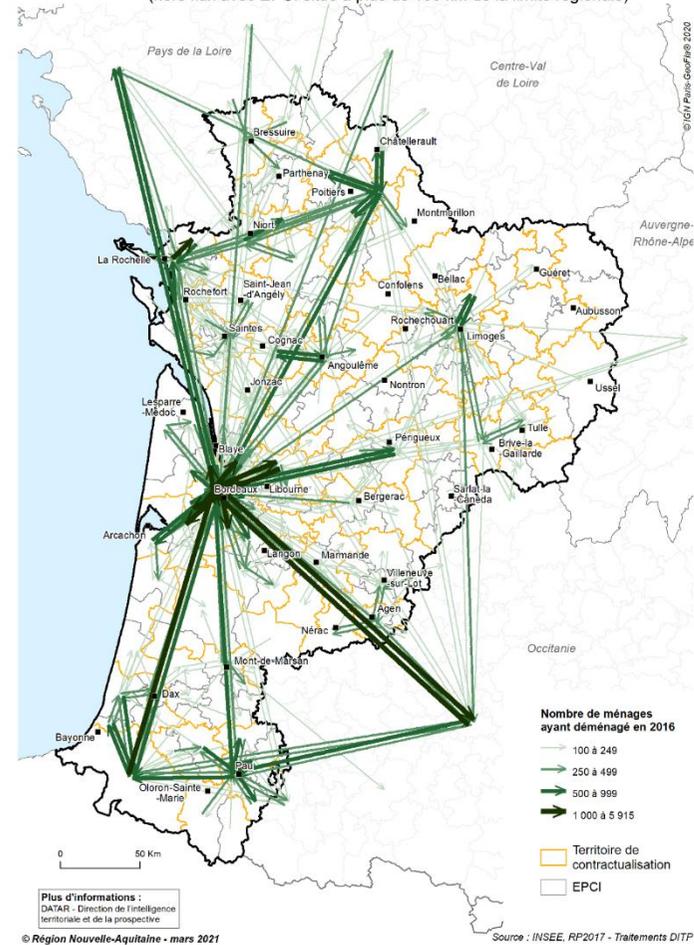


Source : INSEE, RP2017 - Traitements DITP

© Région Nouvelle-Aquitaine - mars 2021



**Migrations résidentielles au cours de l'année 2016  
entre EPCI en Nouvelle-Aquitaine**  
Flux supérieurs à 100 ménages  
(hors flux avec EPCI situé à plus de 100 km de la limite régionale)



© Région Nouvelle-Aquitaine - mars 2021

Source : INSEE, RP2017 - Traitements DITP

## E1. L'artificialisation des sols

Nous avons analysé la dynamique d'artificialisation des sols à l'échelle des 153 EPCI de Nouvelle-Aquitaine, en nous appuyant sur les données 2009 et 2015 de l'occupation des sols de l'observatoire NAFU. La dynamique d'artificialisation est mesurée par le taux de croissance des surfaces urbanisées entre les deux dates. Durant cette période, deux chantiers d'envergure nationale ont eu lieu : le chantier LGV Tours-Bordeaux et le chantier de l'A65. Pour neutraliser les effets de ces chantiers, nous calculons le taux de croissance des surfaces urbanisées en déduisant l'emprise du chantier aux deux dates.

L'objectif est de comparer la dynamique d'artificialisation aux dynamiques démographiques et économiques. Nous mobilisons trois variables : deux pour la dynamique démographique (le taux de croissance de la population et le taux de croissance du nombre de ménages) et une pour la dynamique économique (le taux de croissance de l'emploi au lieu de travail).

Nous avons construit un modèle explicatif de la dynamique d'artificialisation qui tient compte des dynamiques économiques, démographiques, mais aussi de la part initiale des surfaces urbanisées et de la taille initiale de l'EPCI. Ce faisant, il est possible d'identifier des EPCI dont la dynamique d'artificialisation est très inférieure, inférieure, similaire, supérieure ou très supérieure à ce qui est attendu compte-tenu des variables introduites dans le modèle. Le tableau ci-dessous résume l'ensemble des résultats.

<b>Sud Charente</b>		Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 2				
EPCI	taux d'artificialisation 2009	Taux de croissance annuel moyen 2009-2015				dynamique d'artificialisation de l'EPCI par rapport aux territoires comparables
		surfaces urbanisées	population	ménages	emploi	
CC des 4B Sud Charente	5,5%	2,67%	0,49%	0,84%	-0,60%	très supérieure
CC Lavalette Tude Dronne	4,9%	0,91%	-0,11%	0,33%	-0,90%	supérieure
Région Nouvelle-Aquitaine	7,4%	0,80%	0,57%	1,01%	0,13%	

Source : NAFU, traitements DITP

## E2. La consommation d'énergie

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence Régionale d'Evaluation Environnement et Climat ([AREC](#)), nous avons analysé des données sur la consommation d'énergie par habitant, à l'échelle des EPCI de Nouvelle-Aquitaine, en distinguant cinq postes de consommation : i) l'agriculture, forêt, pêche, ii) le résidentiel, iii) l'industrie, iv) le tertiaire, v) le transport. Pour chacun de ces postes, nous présentons la consommation par habitant en 2018 (tableau du haut) et le taux de croissance de cette consommation par habitant entre 2015 et 2018. Les chiffres sont à interpréter avec précaution : le fait par exemple que la consommation résidentielle par habitant soit plus forte sur un territoire que sur un autre peut être lié à des différences dans les caractéristiques des logements ; pour l'industrie, cela peut être dû à des différences de spécialisation. Des investigations complémentaires permettant de mieux expliquer les différences géographiques observées sont en cours.

<b>Sud Charente</b>	Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 2				
Consommation d'énergie finale en 2018 par habitant (MWh/hab)	Agriculture, Forêt, Pêche	Industrie	Résidentiel	Tertiaire	Transport
CC des 4B Sud Charente	3,27	3,13	8,83	3,01	26,54
CC Lavalette Tude Dronne	3,13	13,36	9,27	2,64	11,06
Territoire de contractualisation	3,20	7,96	9,04	2,83	19,23
Nouvelle-Aquitaine	1,22	5,39	7,99	3,41	10,28

Source : AREC Nouvelle-Aquitaine, traitements DITP

<b>Sud Charente</b>					
Evolution annuelle moyenne, entre 2015 et 2018, de la consommation d'énergie finale (MWh/habitant)	Agriculture, Forêt, Pêche	Industrie	Résidentiel	Tertiaire	Transport
CC des 4B Sud Charente	0,33%	-11,11%	-1,10%	2,42%	0,63%
CC Lavalette Tude Dronne	-2,69%	9,31%	-0,31%	0,86%	1,26%
Territoire de contractualisation	-1,11%	3,41%	-0,72%	1,73%	0,87%
Nouvelle-Aquitaine	0,38%	-1,09%	-0,64%	-0,55%	0,32%

Source : AREC Nouvelle-Aquitaine, traitements DITP